

"L'utopie fait son entrée dans l'histoire de France" : ainsi commence le recueil de textes consacré à la campagne électorale d'un candidat aux élections présidentielles de 1974. La couverture du livre est pourvue de titres éloquentes : A vous de choisir - L'écologie ou la mort - La campagne de René Dumont et ses prolongements - Objectifs de l'écologie politique (Dumont, 1974). L'écologie ou la mort est le rappel évident du titre d'un autre livre du candidat : L'Utopie ou la mort (Dumont, 1973). L'écologie - au sens d'écologisme - serait donc une utopie, et même l'utopie de l'époque, étant donné les termes de l'alternative. Une utopie douce, selon toute apparence : c'est en vélo que "l'utopie fait son entrée dans l'histoire de France", puisque l'auteur de la formule identifiant à cette entrée sa candidature aux Présidentielles a fait cette déclaration "à Mulhouse vendredi 26 avril au soir, après avoir pédalé avec six cents jeunes cyclistes dans les rues de la ville". Une douceur cyclo-électorale qui change de précédents révolutionnaires comme celui qui fit voir en l'URSS "une terre où l'utopie était en passe de devenir réalité" (André Gide).

*L'écologisme comme utopie :*  
*un socialisme utopique?*

Philippe Lebreton, un des principaux animateurs du Mouvement Ecologique suscité par la candidature Dumont, puis du Mouvement d'Ecologie Politique \*, développera la double idée d'utopie et d'utopie inéluctable quand il voudra faire partager sa réflexion sur "les chemins de l'écolo-

\* A l'origine de la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature, Philippe Lebreton a aussi créé le Mouvement Ecologique Rhône-Alpes, une des associations qui constitueront le Mouvement Ecologique. Nous distinguons par des majuscules le Mouvement Ecologique du mouvement écologique en général, dont il a constitué une des associations écopolitiques, née en juin 1974 du rassemblement informel de groupes ayant soutenu la candidature Dumont. Une nouvelle mouture en sera à partir de 1979-80 le Mouvement d'Ecologie Politique, une des origines des actuels Verts (janvier 1984). Philippe Lebreton sera un des membres du collectif Ecologie 78 et, en 1980, un des présidents successifs du MEP. En compétition avec Brice Lalonde pour être candidat aux Présidentielles de 1981, soutenu par les organisations de province, il échouera de peu (certains militants parlent de manipulation des votes). Eloigné des activités politiques nationales, il sera élu en mars 1992 conseiller régional du Rhône, sous l'étiquette Génération Ecologie. Auteur de plusieurs livres et rapports, passant aisément de la science au militantisme, il est professeur de biologie et d'environnement à l'université scientifique et médicale de Lyon.

gisme". "Reconnaissons-le de prime abord : tenter de définir une société d'équilibre entre l'homme et son milieu, entre les hommes eux-mêmes, n'est sans doute qu'une nouvelle version de la recherche de l'Utopie, cette cité idéale nommée et décrite dès le XVI e siècle par l'anglais Thomas More. Mais lorsque l'alternative est la mort, cette démarche est-elle vraiment utopique (...)" (Lebreton, 1978). Derrière l'apparente approbation de la définition de l'écologisme comme utopie, le doute apparaît, et pas seulement quant à la possibilité de l'appellation pour désigner une nécessité supposée, mais encore et surtout quant à la réalité de l'identification. Ce début du chapitre intitulé "La société écologique" marque bien qu'il s'agit d'un commencement : il s'agit de "tenter de définir une société", ce qui ne serait "sans doute qu'une nouvelle version de la recherche de l'Utopie". A la fin du chapitre, la "cité idéale nommée et décrite dès le XVI e siècle par l'anglais Thomas More" aura-t-elle trouvé son équivalent de la seconde moitié du XX e siècle ? Aura-t-elle été pareillement "nommée et décrite" ? Non. Certes, pour imaginer cette société, il aura été précisé que "les critères à retenir sont (...) ceux de la stabilité, de la diversification et de la décentralisation". Mais la société de référence est la France d'il y a "moins d'une génération" (pour ce qui est de la population et de la consommation énergétique - laquelle doit bénéficier d'une diversification incluant de façon mesurée des énergies "nouvelles" ou "douces" : à raison de 18 % -). La société jugée souhaitable est caractérisée surtout par des généralités (qui peuvent avoir été des thèmes de partis traditionnels de gauche : "privilégier les transports en commun par rapport au transport privé") ; par des comparaisons pour le moins simples ("une meilleure gestion du temps (...) ; un urbanisme plus harmonieux, une politique culturelle plus hardie (...) ; "une agriculture plus naturelle") ; par des incantations ("c'est d'une information libre, décentralisée et responsable que la société écologique a besoin", et d'"une large participation des usagers"). Certes, une méthode est mise en avant. "Dans une nouvelle conception du

maillage de l'espace-temps seront trouvées les solutions" : et ce à propos de l'urbanisme. D'une façon plus générale, "c'est en partant des fins que seront mieux définis les moyens, et réalisées les économies". L'informatique "peut être la meilleure ou la pire des choses. Une société écologiste doit tendre à en faire la meilleure des choses." Le meilleur des mondes possibles jaillirait de la meilleure volonté possible. C'est ainsi que les hommes se nourriraient de façon plus équilibrée grâce à une agriculture moins énergivore et moins polluante, "ce qui autorise une certaine réoccupation du milieu rural". A force de bonne volonté, enfin, une Europe des régions rendrait les nationalismes dépassés, et l'armée et la bombe atomique seraient inutiles : "C'est en engageant une collaboration enfin franche et désintéressée avec les autres nations, avec le tiers monde en particulier, que la société écologique espère préserver la paix mondiale."

La méthode avancée par un des militants les plus intelligents du mouvement écologique aura-t-elle permis d'avancer dans la recherche d'une utopie verte ? La dernière page du chapitre qu'il consacre à "La société écologique" incite à se demander si une autre méthode n'est pas à l'oeuvre : l'emprunt au stock des idées accumulées au cours des siècles. S'agissant de l'énergie dont la société devrait être économe, Philippe Lebreton conclut que l'écologisme doit tendre vers un "socialisme énergétique" pour convaincre, avec à l'appui une fameuse citation : "« A tous selon leurs besoins, à chacun selon ses mérites... », cette formule révolutionnaire, mais oubliée, pourrait-elle constituer la règle de l'écologisme ?" Parti de l'Utopie de Thomas More, ce n'est pas innocemment que ce chapitre s'achève avec le rappel d'une utopie plus ancienne : "Conformément à l'utopie pluriséculaire exprimée par Platon dans La République, serait-il vraiment choquant qu'un écart de 4 à 5 au plus sépare les riches et les pauvres ?" Nouvelle utopie, reprise ou dépassement des utopies du passé, vers quoi pourrait donc tendre l'écologisme, qui laisse dans une relative incertitude certains de ses meilleurs militants La probabilité d'"une nouvelle version de la recherche de l'Utopie" ("sans

doute") est-elle éloignée de peu ou de beaucoup de toute certitude ?

L'écologisme des années 1970 ne craint pas le mot révolution. C'est l'époque. Ni le mot socialisme. Avec des nuances : il ne s'agit pas de n'importe quelle révolution. Ni de n'importe quel socialisme. La révolution doit être non-violente et le socialisme plutôt libertaire. Ces choix ne sont pas sans rappeler un passé pas si lointain : "Et la moindre analogie, reconnaît Philippe Lebreton, n'est-elle pas de voir les écologistes renouer par-dessus un siècle avec ce qu'il est de tradition d'appeler les généreuses utopies des premiers socialistes ?" A l'époque, si l'écologisme "n'est ni de droite ni de gauche", c'est pour une raison clairement expliquée : l'écologisme "est la gauche parce que la gauche actuelle n'est pas de gauche". A la question posée en intertitre : "L'écologisme, un socialisme idéal ?", il est répondu que "l'écologisme prend en charge les défaillances du socialisme", avec la précision : "Ces défaillances ne sont pas nouvelles, on peut en suivre l'évolution depuis un siècle" (Lebreton, 1978).

René Dumont ne dit pas autre chose quand il insiste sur le fait que, appartenant à la "gauche" française "depuis toujours" (sympathisant puis adhérent de la SFIO, et plus tard du PSU), il a toujours combattu un certain type de "socialisme" "Quand les socialistes se mettent à être réactionnaires, ils sont imbattables" (Dumont, 1977). Dans le livre publié un an avant les élections législatives de 1978 (susceptibles, selon les pronostics de l'époque, de porter au pouvoir les partis de gauche), celui dont la candidature de 1974 avait suscité un Mouvement Ecologique proclamé écosocialiste en 1975 explique la grande espérance et la grande déception de toute une vie : "que la quête du Graal social, de l'utopie socialiste (...) pouvait aboutir assez vite (...) à une solution satisfaisante". Le titre du livre est tout un programme, surtout quand on considère ceux des précédents ouvrages sur le même sujet : Seule une Ecologie socialiste... (1977), A vous de choisir - L'écologie ou la mort (1974), L'Utopie ou la mort (1973).

L'évolution est significative : l'écologisme semble la dernière chance de l'humanité... et du socialisme. "A la recherche d'un socialisme vivable", objectif donné en intertitre, l'agronome tiers-mondiste, qui a dénoncé la faim dans le monde et lutté pour la paix bien avant d'être préoccupé par les problèmes écologiques, énumère les "socialismes" qu'il a pu connaître et conseiller en tant qu'agronome (sans être entendu souvent), les juge "abusifs", concluant qu'un projet socialiste "valable" doit d'abord être "accepté" par les hommes, et être "applicable", mais qu'il sera "toujours imparfait", et "pas (...) universel". S'agissant de "socialismes à visage humain" (un pluriel auquel il tient, car "de nombreuses formes de socialismes sont possibles"), "le combat continue", mais "cette recherche reste encore théorique" (Dumont, 1977).

Peut-on parler sérieusement de recherche théorique du côté de l'écologisme, et si oui a-t-elle pris une ou des forme(s) utopique(s) ? S'agit-il réellement d'une forme (de formes) de socialisme, et si oui est-ce uniquement cela ? Pour répondre à ces questions, il importe de considérer avec attention ce que représente l'utopie dans l'écologisme, et auparavant de bien considérer ce que représente l'utopie.

*De l'utopie aux utopies : polysémie.*

*Le cas du marxisme.*

Les questions précitées obligent à répondre d'abord à une question initiale : qu'est-ce qu'une utopie ? La réponse renvoie à l'initiale utopie, l'Utopie avec un U majuscule, celle du grand chancelier d'Angleterre Thomas Morus ou More (1478-1535), décapité et canonisé : c'est-à-dire à Utopia, cette île éponyme d'un genre littéraire et d'un type de construction socio-politique. L'utopie, avant d'être un nom commun, fut un nom propre, l'Utopie, nom donné à la contrée imaginaire à partir de laquelle More entend dissenter "Sur la meilleure constitution d'une république", nom d'ailleurs placé après cet objectif dans le titre : De optimo reipublicae statu, deque nova insula

Utopia (1516)\* . Il n'est pas difficile de deviner pourquoi le nom de l'île est passé du second au premier plan dans la mémoire collective, et l'auteur l'aurait voulu qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Cette île présente trois caractéristiques essentielles : elle est le lieu d'une organisation idéale en vue du bonheur des hommes; elle a été créée pour cela par un tyran (Utopus); elle est inexistante (et ce par essence, du grec ou-topos : qui n'est en aucun lieu). A partir de ce premier sens (nom d'une île imaginaire et de la république qu'elle abrite dans un roman), utopie "se dit par extension de tous les tableaux représentant, sous la forme d'une description concrète et détaillée (et souvent même comme un roman), l'organisation idéale d'une société humaine" : tel est "le vrai sens" mis en évidence dans son dictionnaire par le philosophe André Lalande (1926, 1988). Le succès du mot lui vaudra une polysémie qui impose la prudence dans toute analyse sémantique, particulièrement quand on envisage de décrypter un discours politique. Le problème vient du sens présenté comme courant par le Petit Robert (1967, 1988), qui le fait remonter au siècle dernier : ce troisième sens souvent (mais pas forcément) péjoratif, qui fait de l'utopie un tableau séduisant mais chimérique d'un idéal non réalisé parce que non réalisable.

La critique ajoutée par Lalande à l'exposé de ces trois sens, d'après une observation de Marsal, est éloquent quant au risque né de la polysémie du mot utopie : Le "dernier sens retentit souvent sur les précédents, et donne lieu à des sophismes, par lesquels on condamne sommairement un projet ou un idéal auquel on est hostile. On conclut subrepticement du caractère utopique au sens B au caractère utopique au sens C, donc à l'irréalisable, à la non-valeur technique, et de la non-valeur technique à la non-valeur logique ou morale." La discussion ouverte à ce sujet le 2 mars 1922 à la Société française de philosophie aura été des plus passionnantes, à en juger par l'extrait qui, après avoir donné l'occasion de mentionner la probable impossibilité de réaliser intégralement un idéal, permet d'insister sur le caractère expérimental d'une modélisation utopique. Lalande y rappelle

---

\* Sur cette oeuvre, on lira avec profit l'analyse de Miguel Abensour (in Chatelet, Duhamel et Pisier, 1986).

quelques références de son cours de 1917-1918 sur "Les utopies et la méthode utopique" (entendant par là "le procédé qui consiste à représenter un état de chose fictif comme réalisé d'une manière concrète, soit afin de juger des conséquences qu'il implique, soit, plus souvent, afin de montrer combien ces conséquences seraient avantageuses"); il cite divers auteurs - dont Auguste Comte - pour montrer qu'à un certain stade la démarche scientifique n'est pas sans rapport avec la démarche utopique, voulant en conclusion "montrer la communauté de nature de l'utopie et de l'hypothèse, et le lien étroit qui l'unit à la méthode des types, si supérieure à celle des formules abstraites et générales dès qu'on sort des mathématiques, et même, sur quelques points, à l'intérieur des mathématiques".

A la lumière de ce qui précède, comment juger de la fameuse opposition entre "socialisme utopique" et "socialisme scientifique" ? Rappelons que l'origine s'en trouve dans l'Anti-Dühring (M. Eugen Dühring bouleverse la science), ouvrage achevé par Engels en 1878. On en retient généralement que l'étude scientifique des faits historiques, des phénomènes économiques et sociaux (Marx, Engels), l'emporterait en importance pour faire naître une nouvelle société (la société communiste) sur l'intuition teintée de fantaisie qui avait été à l'origine de plans utopiques de société (Saint-Simon, Fourier, Owen, Weitling). Telle est bien l'analyse, mais deux éléments essentiels sont à prendre en compte pour comprendre plus précisément la comparaison entre "socialisme scientifique" et "socialisme utopique". Le premier est que Marx et Engels distinguent un utopisme progressiste d'un utopisme supposé réactionnaire. Ainsi Proudhon est-il accusé par Marx de n'être "qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, d'un Owen, etc, contiennent l'anticipation et l'image fantastique d'un monde nouveau" (Marx à Kugelmann, 9 octobre 1866). Le second est que si le "socialisme scientifique" est un dépassement du "socialisme utopique", c'est qu'il en est - corollaire obligé - un développement. (C'est ce qu'a voulu montrer Roger Dangeville en 1976 \*, avec un choix de textes auquel

\* Voir aussi le classique de Duveau (1961). Ainsi que l'intéressant texte (extrait d'une thèse) de Abensour : "L'histoire de l'Utopie et le destin de sa critique", in Textures (1973). La revue Esprit a publié un numéro que l'on peut consulter avec profit sur "L'Utopie ou la raison dans l'imaginaire" (1974), avec des textes de Chirpaz, Desroche, Giard, Goodman, etc. (et de nombreuses et utiles références).

nous nous référons ici.) D'un côté : "Pour faire du socialisme utopique une science, il a fallu le placer sur le terrain réel pour qu'il obtienne une base solide et irréfragable - et c'est l'oeuvre de Marx" (Engels, travaux préparatoire à l'Anti-Dühring). De l'autre : "Cependant le socialisme scientifique allemand n'oubliera jamais qu'il s'est élevé sur les épaules de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen\* - trois hommes qui, malgré

\* Nous n'avons pas à approfondir pour notre propos la controverse entre Marx et Proudhon, que Marx n'a pas toujours qualifié d'"utopiste petit-bourgeois" (1866) : dans l'hommage appuyé qu'il a rendu dans La Sainte Famille (1844) à celui qu'il jugeait alors un des plus éminents socialistes, il qualifiait le premier mémoire de Proudhon sur la propriété (Qu'est-ce que la Propriété ?, 1840), de "manifeste scientifique du prolétariat français". S'ils divergeront d'opinion quant à la construction de la société de l'avenir, ce qui permet de comprendre l'évolution du jugement de Marx sur Proudhon, ce dernier n'en aura pas moins constitué un moment important de la pensée politique par rapport à l'économie politique, qu'il était difficile de (re)nier. Il n'était pas un "utopiste" dans le vrai sens du mot et avait au contraire critiqué "toutes les utopies d'organisation passées, présentes et futures" : "L'erreur du socialisme a été jusqu'ici de perpétuer la rêverie religieuse en se lançant dans un avenir fantastique au lieu de saisir la réalité qui l'écrase" (Système des contradictions économiques, 1846).

On pourrait donc approuver Engels de n'avoir pas cité le nom de Proudhon avec ceux des utopistes français Saint-Simon et Fourier, de l'utopiste anglais Owen. Mais moins compréhensible semble l'absence de l'Allemand Weitling, un auteur notable du "socialisme utopique" (et un activiste au contact des masses). Engels le citera en d'autres occasions.

Engels se complait dans l'affirmation d'un retard allemand pour ce qui est du développement du mouvement ouvrier, du socialisme. Mais c'est faire bon marché des apports de Weitling (1808-1871), dont on pourra dire qu'ils "deviendraient ensuite, dans l'interprétation de Marx et Engels, le patrimoine commun du mouvement ouvrier international : le concept de la lutte de classe, la critique de la société bourgeoise de l'époque, la nécessité d'une période de transition pour le passage de la société libérale et démocratique à la société communiste" (Gian Mario Bravo, 1966, 1970). Comme dans le cas de Proudhon, Marx a paru d'abord estimer Weitling — et même plus que Proudhon —, avant de juger dépassé un utopisme sentimental, derrière l'évangélisme duquel se trouvait pourtant la volonté de rattacher un plan idéal de société à l'expression du mécontentement ouvrier.

(Sur Proudhon, voir Harmel, 1949, 1984, et Gian Maria Bravo, 1966, 1970.)

Ces notations visent à faire entendre un élément du développement du "socialisme scientifique" qui a pu jouer un rôle (fût-il secondaire) : un Proudhon, un Weitling ont été célèbres avant Marx et Engels, et ces derniers auront peut-être ressenti la nécessité de s'en différencier d'autant plus.

toute la fantaisie de l'utopisme de leurs doctrines, comptent parmi les plus grands esprits de tous les temps et ont anticipé génialement sur d'innombrables idées, dont nous démontrons aujourd'hui scientifiquement l'exactitude" (Engels, préface de 1870 à La Guerre des paysans).

L'opposition apparente entre "socialisme utopique" et "socialisme scientifique" est une relation plus complexe. On la précisera en la décomposant en trois points : 1) Ce qui les fait se ressembler; 2) Ce qui les fait se différencier; 3) Ce qui les fait s'articuler. Le premier point : ce qu'ils ont en commun est un but (une société nouvelle), que désigne un mot (communisme) recouvrant une vision (une société de communauté de biens, visant à libérer l'homme de l'aliénation antérieure). Le deuxième point : ce qu'ils n'ont pas en commun concerne d'une part la vision (avec une description précise de la société future et de son fonctionnement chez les seuls utopistes) et d'autre part la transition (avec chez les seuls marxistes la recherche des moyens théoriques et matériels du passage au communisme : analyse dialectique historique des contradictions, détermination de l'acteur collectif appelé à émanciper l'humanité entière, luttes prolétariennes et conquête du pouvoir étatique, dictature transitoire du prolétariat). Le troisième point : ce qui les fait se rencontrer pour un but commun ("une forme supérieure du type archaïque de la propriété collective du communisme primitif", selon la définition de Marx dans une lettre de février 1881 à Vera Zassoulitch), c'est l'éclairage par l'histoire, l'économie et la politique de la voie qui conduirait à une phase "supérieure" de communisme. D'où la question : ce que le marxisme ajouterait à l'utopisme, ne serait-ce pas le lot d'instruments - et notamment la boussole - susceptibles de faciliter la navigation vers l'île dans l'espace et dans le temps que constitue l'Utopie ?

Cette boutade peut déconcerter et prêter à confusion : parti de l'Utopie, le "socialisme scientifique" y ramènerait-il directement ? Une telle conclusion serait sans doute de nature à séduire certains, et ne scandaliserait peut-être même plus (ou même pas) les derniers fidèles du marxisme.

Convient-ils d'aller jusque-là ? Ce n'est pas sûr, ne fût-ce qu'en raison de la part d'indétermination qui caractérise le marxisme (curieusement, pourrait-on dire, s'agissant d'un déterminisme), part concernant précisément la société communiste à faire naître. La décomposition en trois points du rapport qui existe entre "socialisme scientifique" et "socialisme utopique" pourrait s'enrichir d'une "description" minimale de l'objectif commun : ne serait-ce pas une société sans classes et sans Etat, sans division du travail et sans salariat, sans marché et sans argent, sans propriété privée et sans contradiction entre villes et campagne ? La cohérence du raisonnement sur la continuité ne pouvant qu'en sortir renforcée, Dangeville ne manque pas de procéder à cette "description". Elle ne saurait suffire à faire du marxisme une utopie à proprement parler. Elle en est même, cette description, fort éloignée.

Pourquoi les modes de fonctionnement d'une telle société sont-ils absents, dans le marxisme, alors que l'utopisme s'est avéré plus prévoyant en la matière (avec parfois une imagination débridée) ? Il faut rappeler que cette description qui n'en est pas une relève d'un exercice d'interprétation (non sans mérite et non sans cohérence) des textes de Marx et Engels : ces derniers ont avancé des idées, mais sont restés dans le vague quant à leur transformation en système social, à tel point que les commentateurs qui essaient de les préciser leur donnent en général une forme négative (une société sans...). "Phase supérieure du communisme", "société sans classes", "homme total", "véritable histoire", humanité qui "dominerait son histoire" : Cornélius Castoriadis a regretté non pas l'absence de description utopique d'une société future, mais ce qui aurait pu être dit "pour tenter d'en cerner le sens par rapport aux problèmes présents" (1975). Il pense particulièrement à l'aliénation, laquelle aura particulièrement intéressé Henri Lefebvre (1947, 1958, 1961) : l'aliénation économique avait été particulièrement visée par Marx, mais les autres formes de l'aliénation (qu'il n'ignorait pas) étaient-elles réductibles à une seule ? "L'aliénation absolue et la désaliénation absolue sont (...)

également inconcevables", avance Lefebvre. Et Castoriadis d'évoquer le développement d'une "mythologie mal définie mais finalement mystificatrice" autour du marxisme et dans le marxisme, pour conclure que "jamais une société ne sera totalement transparente" : le communisme par conséquent que société de pure transparence serait pure chimère. L'utopie sociale, qui implique des règles de fonctionnement liées par une certaine cohérence mais qui échappe à l'histoire comme à la géographie, ne pouvait satisfaire Marx qui aurait été jusqu'à écrire que "quiconque compose un programme de société future est réactionnaire \*".

Marxisme et "utopies pratiquées".

Ambivalence de l'utopie, ambivalence du marxisme.

Composer un tel programme n'est pas le mener. Or des expériences ont été menées, qui feront parler à Henri Desroche d'"utopies pratiquées", visant à mettre en place au sein même d'une société contestée des exemples de contre-société, en divers temps et en divers lieux (voir Allan Michaud, 1989). Nombre de ces expériences ont répondu à la tentation d'un retour à une vie communautaire, par exemple chez certains anarchistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. (Une thèse de doctorat en droit sur ces colonies a été soutenue en 1908, puis publiée, par G. Narrat : Milieus libres. Quelques essais contemporains de vie anarchiste en France; voir Maitron, 1975, 1992.) Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y eut plusieurs essais de concrétisation de leurs idées aux Etats-Unis par des utopistes européens : Robert Owen, Etienne Cabet, Victor Considérant, Wilhelm Weitling, entre autres expériences communautaires, la plupart d'origine américaine (et parmi lesquelles on peut citer les deux lancées par le proudhonien Josiah Warren, la première portant le nom d'Utopia...).

Friedrich Engels présentera au public allemand un certain nombre de ces réalisations à l'appui de la propagande marxiste : "le communisme - la vie et l'activité sociales en communauté de biens - n'est pas seulement possible, mais est déjà traduit en pratique dans de nombreuses colonies

\* Marx à l'Anglais Beesly, à la suite de sa publication d'un article sur l'avenir de la classe ouvrière (1869). Cité par Lalande qui rapporte par ailleurs (au mot Utopiste) que le dédain de la continuité historique était jugé par Auguste Comte l'"erreur radicale" des utopistes (1926, 1988). Nous avons vu dans la note de page 9 que Proudhon, comme Marx, condamnait l'utopisme. Et il n'y aura pas non plus dans l'anarchisme de plan précis de société idéale, "la construction de la nouvelle société, fondée sur le communisme et l'égalité juridique complète", devant d'ailleurs se faire à partir de la base, de bas en haut : voir Kropotkine, préface de 1919 à l'édition russe de Paroles d'un révolté, 1885.

d'Amérique et en un lieu d'Angleterre - et ce avec le plus grand succès, comme nous allons le voir \*". Passons sur l'optimisme, qui ne sera pas justifié dans la durée, et qu'excusent les nécessités du genre. Il apparaît ici que le "socialisme utopique", sous sa forme pratique, est appelé à étayer les idées du "socialisme scientifique", lequel est appelé, sous sa forme théorique, à étayer les visions du "socialisme utopique". Comment mieux laisser entendre - sans le dire - que science et utopie sont, sinon consubstantiels, du moins poussés à se rencontrer et à se conforter mutuellement ? On en revient à l'idée de Lalande d'une "communauté de nature de l'utopie et de l'hypothèse", conduisant dès lors à penser la modélisation.

Il y a eu un ensemble de visions participant de l'utopie sociale du XIX<sup>e</sup> siècle, et la lutte des classes aura été le moteur d'un projet confondu avec une utopie : la société sans classes et sans Etat due à la prise du pouvoir par le prolétariat émancipant du coup l'humanité entière. Une utopie (au sens strict) non représentée dans sa virtualité même. Un projet non réalisé dans la société s'en réclamant. La société communiste de l'avenir chère aux marxistes (et aux anarchistes) n'aurait pu être, dans l'imaginaire social, sans rapport avec celle dont les utopistes avaient fait connaître leurs moutures. L'utopie était dans l'époque, c'était un refus de la société du temps, et l'attente d'une autre société. Comment n'aurait-elle pas marqué le marxisme ? Marx, marqué par son temps autant qu'il l'a marqué, se voit parfois reprocher ce qui serait ajustement au développement du capitalisme (aux contradictions jugées si prometteuses) : ne se réfère-t-il pas à l'occasion à ceux des utopistes dont les réflexions annoncèrent ce développement, Saint-Simon à propos du crédit, et Fourier du "féodalisme industriel" \*\* ?

L'ambivalence de l'utopie, on en parle. Il s'agit du reflet d'une société dépassée qui l'autorise en même temps que de la vision d'une société interdite. Quoi d'étonnant à ce que le mode de passage entre les deux ait prêté

\* Engels, "Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes", in Deutsches Bürgerbuch für 1845 (recueil composé par Hermann Pütmann), Darmstadt, 1845. Repris par Dangeville, ainsi que les "Discours d'Elberfeld" (le premier contenant une description laudative du plan de réformes de Robert Owen), initialement publiés in: Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform, Darmstadt, H. Pütmann, août 1845.

\*\* Voir les développements de Dangeville à ce sujet (1976).

à controverse, sinon à équivoque ? C'est ainsi que la coopération aura à la fois ouvert et fermé une voie : propagande en actes d'une idée politique dans l'économie, si elle démontra que la classe ouvrière pouvait gérer au point d'atteindre à un certain stade d'organisation économique et sociale, elle provoqua l'intégration dans le système contesté des structures vouées à prouver la viabilité d'un autre système. Le fait même qu'elle pût réaliser un socialisme à une échelle plus ou moins réduite ne plaiderait-il pas pour la possibilité d'améliorer la société sans changer de société (Allan Michaud, 1989) ?

L'ambivalence du marxisme, on en parle moins. Il s'agit du refus d'un plan global de société utopique en même temps que d'une succession de voeux partiels pour l'invention d'une société nouvelle. Toute la prudence de Marx et Engels vis-à-vis de l'utopie n'empêche pas la proposition de mesures participant de la vision utopique du XIX e siècle. Le fait est frappant quand Engels entend s'opposer au "socialisme spécifiquement prussien" de Dühring qu'il juge bien timoré dans sa vision de l'avenir. Il est certain qu'à côté du scepticisme dont témoignait Eugen Dühring quant à la possibilité de modifier sensiblement l'ordre des choses fût-ce à travers une collectivisation, l'optimisme d'Engels devait revigorer la volonté. La société devrait s'émanciper en émancipant chaque individu, "et ce qui devrait disparaître, c'est surtout la vieille division du travail ", entre individus et pour chaque individu. (Avec Marx, il soulignait que "la plus grande division du travail matériel et intellectuel est la séparation de la ville et de la campagne\*\*.") Comment faire pour qui refuserait "l'idée enfantine de M. Dühring" ? "La suppression de la séparation de la ville et de la campagne n'est (...) pas une utopie (...). Certes, la

\* Engels, Anti-Dühring (M. Eugen Dühring bouleverse la science), 1878. La traduction est celle des Editions sociales, la version de Dangeville étant parfois légèrement différente. Par exemple en ce qui concerne le processus d'élimination des grandes villes : "de longue durée" (trad. Bottigelli), "très laborieux" (var. Dangeville).

\*\*Marx et Engels, L'Idéologie allemande, 1846. Même remarque que précédemment quant à la traduction française \*.

civilisation nous a laissé, avec les grandes villes, un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer et elles le seront, même si c'est un processus de longue durée \*." Ce projet, qui selon Engels ne serait pas "utopique" (visiblement, au sens C contre lequel mettra en garde Lalande), comment le justifie-t-il ? Par une connaissance scientifique des moyens de la grande industrie, connaissance qui exigerait d'avoir "un horizon un peu plus vaste" que celui qu'il consent à reconnaître à Eugen Dühring, connaissance évitant de songer "à édulcorer le socialisme scientifique moderne \*". Dühring était peut-être un socialiste des plus plats : mais le projet d'Engels, à la fin du XX e siècle, en est au même point qu'au dernier quart du XIX e siècle, et la croissance des grandes villes au détriment des campagnes n'a guère justifié jusqu'ici la scientificité de ses affirmations. Est-ce seulement "le mode de production capitaliste " (ycompris en capitalisme d'Etat) qui a continué d'empêcher l'évolution ? Même dans ce cas, qui renverrait l'évolution à une période ultérieure, le propos apparaît - au mieux - comme une hypothèse. On en revient encore à l'idée de Lalande d'une "communauté de nature de l'utopie et de l'hypothèse", conduisant cette fois à interroger le refus d'utopie : est-il suffisant pour empêcher une hypothèse de se révéler fausse, et la vision qu'elle sous-tend chimérique ? Non.

De l'Utopie aux utopies, il y a polysémie, génératrice de risque. Plutôt que d'utiliser le mot utopie au sens B de chimère, mieux vaut s'en tenir à ce dernier terme. Le point de vue n'est guère original, que l'on trouve exprimé chez plusieurs auteurs à diverses époques, sous une forme plus ou moins explicite. Nous avons déjà cité Lalande. On peut citer Luce Giard : "Si l'on veut garder à l'utopie son sens et au genre littéraire sa spécificité, alors il faut refuser de désigner par là autre chose qu'un projet sociétaire global d'opposition radicale à l'ordre régnant \*\*."

\* Engels, Anti-Dühring, op. cit.

\*\*Giard, "Voyageuse raison", in Esprit, "L'Utopie ou la raison dans l'imaginaire" (1974).

Ce qui ne doit pas empêcher de garder présentes à la conscience une difficulté, et certaines possibilités quant à l'usage. La difficulté est que l'utopie fonctionnant parfaitement hors du temps et de l'espace, sans rien pour la rattacher au présent et à la géographie de son auteur, si elle est aisée à définir, l'est moins à rencontrer. Le roman de Thomas More où apparaît l'Utopie originelle, lui-même, n'est-il pas composé de deux parties, dont la première constitue une critique de la propriété terrienne et de la monarchie visant visiblement l'Angleterre du XVI<sup>e</sup> siècle ? La principale possibilité est la définition comme contre-utopie de la description d'une société existante ou en germe sous la forme d'une société fictive à l'organisation catastrophique (Samuel Butler : Erewhon, 1872; Aldous Huxley : Brave New World, 1932; Georges Orwell : 1984, 1949). Autre possibilité : qualifier d'anti-utopie ce qui suppose l'inverse de l'utopie - sinon tout à fait de la démarche utopique -, l'image d'une société ouverte où le bonheur naîtrait de la spontanéité plutôt que de la contrainte, d'une société de totale liberté caractérisée notamment par le refus des contraintes codifiées\*. Nous avons déjà signalé une extension intéressante ayant pour but de ne pas négliger des essais de concrétisation de l'utopie : ce que Henri Desroche a baptisé les "utopies pratiquées" (voir pages 12-13). Il ne nous paraît pas sans importance, enfin, de conclure ces considérations se référant au roman politique et social de More par le rappel de l'existence d'un "genre hybride, multiforme, supputatif, au point de rencontre entre l'utopie, la prospective, l'anticipation et même la SF \*\*" (science-fiction) : la politique-fiction.

Quelles conceptions de l'utopie dans  
le discours écologique ? Remettre au futur...

Revenons à l'analyse exprimée dans la première partie de ce texte. Le doute

- \* L'anti-utopie fait craindre "une utopie de trop" à Gilles Lapouge qui, s'inquiétant des "détournements de sens dont le mot utopie est la victime", incrimine particulièrement la France d'après Mai 68 (1982). (Voir aussi son essai de 1973.)
- \*\* Selon la définition de M.-F. Allain, reprise dans l'énumération proposée par Marguerite Rochette (1975). S'agissant de politique-fiction et de satire de l'Amérique dans les romans de Robert Merle (dont est cité en exemple Malevil, 1972), l'utopie en question nous semble une contre-utopie.

éclate vite à la lecture de textes parmi les plus militants et les plus politiques du discours écologique : une société écologique n'en ressort pas "nommée et décrite" à la façon de l'Utopie de Thomas More. Et dans la mesure où le "socialisme utopique" renvoyait à celle-ci, comment prendre au sérieux le renvoi de l'écologisme aux "généreuses utopies des premiers socialistes" (Lebreton, 1978), à une quête sans cesse renouvelée de "l'utopie socialiste" (René Dumont, 1977) ? S'il y a emprunt au stock des idées accumulées au cours des siècles, que peuvent être ces souvenirs à une nécessaire recherche théorique - si elle est mise en oeuvre -, doivent-ils lui faire suivre la voie jadis ouverte dans l'imaginaire que le marxisme voulut faire redescendre sur terre et dans l'histoire ?

Examinons avec précision les conditions d'utilisation du mot utopie par les militants de l'écologisme politique. Elles confirment que le discours écologique n'échappe pas à sa polysémie, y compris chez le même auteur. Il y a une dualité du terme, avec une tendance négative et une tendance positive, chacune avec une pluralité de sens. L'utopie en négatif, c'est d'abord ce qui mérite d'être appelé chimère (au sens  $\zeta$  justement suspect à Lalande). "Ainsi l'écologisme envisage-t-il une organisation sociale plus soucieuse des véritables finalités de l'activité humaine : la recherche du bonheur, si tant est que ce propos n'est pas lui-même une utopie" (Lebreton, 1978). De ce sens d'idéal séduisant mais à jamais hors d'atteinte, on glisse aisément (et bizarrement) à celui d'idéal séduisant tout à fait réalisable : "L'utopie, c'est souvent ce que l'on refuse de réaliser aujourd'hui, non pour des raisons techniques, mais pour des raisons politiques ou culturelles\*", exposait René Dumont (in Ribes, 1978), et Antoine Waechter s'y référera (1990), en donnant pour exemple l'évolution des pays dits communistes entre 1986 et 1990. Les exemples cités par Dumont étaient pour la plupart plus modestes (recyclage sélectif des déchets réalisé à La Rochelle, lui faisant bien augurer de la mobilisation des citoyens pour la création

\* On pense à Charles Fourier : "On commence par dire : cela est impossible, pour se dispenser de le tenter, et cela devient impossible, en effet, parce qu'on ne le tente pas."

de stations d'épuration, de rues piétonnes...), même si le dernier l'était moins : "l'augmentation de la durée de vie des produits et leur construction en prévision d'éventuels recyclages" (in Ribes, 1978). Remarquons que si ces deux sens d'utopie sont négatifs, ils ne le sont pas de la même façon : le grand idéal jugé irréalisable est qualifié d'utopie par les écologistes, le petit idéal en réalité réalisable serait prétendu utopique par leurs adversaires. La contradiction n'oppose pas seulement des sens, mais des choix, comme le confirment les éléments qui suivent.

De l'utopie à proprement parler (au sens B), n'en est-il pas question chez Waechter quand il prétend que "la société égalitaire, sans classe selon la conception marxiste, relève d'une utopie, qui s'est révélée particulièrement perverse dans son application par les régimes communistes" (avec "un Etat fort, capable d'appliquer les mécanismes d'égalisation" pour "un tel objectif")? Il semble que le militant de l'écologisme prenne la contre-utopie de Georges Orwell, 1984, pour une utopie dont l'auteur aurait été Marx \*\*. Symétriquement, il reprend le message de l'autre grande contre-utopie du siècle, Le Meilleur des mondes, afin de mettre en garde contre "un monde totalement aseptisé, ennuyeux et sans beauté, peuplé de milliards de consommateurs-producteurs sans grande marge de liberté, à l'image de ce qu'a décrit Aldous Huxley" (1990). La contre-utopie est une utopie, mais c'est celle prêtée aux

\* Marx parlait de "société sans classes" : mais sans doute l'oubli du s n'est-il qu'une faute typographique.

\*\*Waechter évoque à un autre endroit la thèse du "dépérissement de l'Etat, espéré par les anarchistes et les marxistes", mais ne s'interroge pas sur la non-application de la "conception marxiste" par les régimes censés conduire au communisme. (A propos du projet d'"abolition de la famille", il faut rappeler la tentative de transformation radicale de la vie du point de vue du sexe, de la famille, de l'éducation, imposée par la révolution de 1917 et abandonnée au début des années 1930. Sur ce sujet, voir Wilhelm Reich, dont La Révolution sexuelle a eu plusieurs éditions depuis 1936 — à partir des premiers éléments publiés à Vienne en 1930 —.)

adversaires. En l'occurrence, le choix de Waechter rejoint une idée qui a été explicitée: l'utopie, c'est les autres, ceux que dénoncent les écologistes. "Utopie ? Ce sont ceux qui croient que l'on pourra continuer longtemps à vivre dans le système économique et productiviste actuel qui apparaissent désormais comme de dangereux utopistes" (Vadrot, 1978). Une idée venue à l'esprit de Dumont après quelques indications (sur lesquelles nous reviendrons) quant à ce que devrait être une société écosocialiste : "Si un tel tableau apparaît encore à beaucoup comme une utopie, c'est notre société réaliste qui l'est plus encore. Car elle sait désormais qu'elle nous mène tout droit, dans la prolongation de l'attitude actuelle, à la ruine totale par épuisement des ressources rares (...), et aussi par pollutions de toutes sortes, devenues insoutenables" (1977).

"Utopie, c'est le mot que l'on jette (...), comme une dernière pierre, à ceux qui inquiètent par leurs actions; parce qu'ils renvoient l'image d'un monde qui exige trop de changements" (Vadrot, 1978). Si pierre il y a, les écologistes la renvoient volontiers, nous venons de le voir, aux gestionnaires de la société actuelle. Et pourtant - est-ce contradictoire ? - ils auraient pu s'attendre à être lapidés de la sorte, pour avoir revendiqué l'utopie. Ce fut la déclaration faite à Mulhouse, au soir du 26 avril 1974, par le candidat de l'écologisme aux Présidentielles, Proclamé le représentant d'un "mouvement global de contestation de la société" : "L'utopie fait son entrée dans l'histoire de France" (Dumont, 1974). Glissement contradictoire du positif au négatif ? Non. Glissement de l'utopie à la contre-utopie. Et échange d'arguments de propagande, tel un échange de pierres, sans rapport avec une recherche théorique, avec du côté des écologistes l'impression que si projet utopique il y avait, il se devrait d'être positif. La question de ce projet est abordée plus précisément chez Dumont, abordée de deux côtés, en deux endroits distincts d'un livre. Il y a ce qu'on pourrait appeler un point de départ localiste pour une utopie, avec nécessité d'"élaborer des microsociétés de base se gouver-

nant elles-mêmes, associées entre elles"; il y a ce qu'on pourrait appeler un point de départ globaliste, avec "nécessité d'un organisme supranational" (Dumont, 1977). D'un côté la région, de l'autre le gouvernement mondial ? Ces termes viennent sous la plume de Dumont, mais correspondent-ils bien à ce qu'il pense ? Pour la région, il s'agirait d'un niveau de décision ("des régions construisant l'Europe "), mais ce ne serait pas le plus petit (la région consistant dans l'association des microsociétés de base \* ); pour le gouvernement mondial, il s'agirait plutôt d'"une sorte d'organisme mondial d'arbitrage \*\*". Comment, en dénonçant "l'omniprésence des Etats-nations, capitalistes ou socialistes, (...) leur armée, (...) leur police, (...) l'oppression qu'ils font peser sur leurs peuples, (...) la torture de plus en plus généralisée", Dumont pourrait-il faire confiance à un Etat-monde ? Voyant dans le gouvernement mondial "une centralisation excessive, voire dangereuse, des pouvoirs", et dans quelque organisme supranational que ce soit, s'il était, "un jour, seul à être doté d'armements, pour pouvoir faire respecter ses décisions", ce qui "risquerait alors de devenir un dictateur universel", il conclut à une "sorte d'utopie mondialiste \*\*", diffi-

\* "Pour en sortir, il nous faut élaborer des microsociétés de base se gouvernant elles-mêmes, associées entre elles; des régions construisant l'Europe par exemple, sur des bases toutes nouvelles, par des organismes de coordination à mettre au point. Organismes légers mais nécessaires, notamment pour une répartition plus rationnelle et moins inégale des ressources rares non renouvelables de la planète; pour l'établissement d'échanges moins inégaux, la protection des écosystèmes, des faunes, des flores et des mers, de l'atmosphère, des climats, contre toutes les formes de dégradation" (Dumont, 1977).

\*\*"(...) ne peut-on pas espérer en arriver un jour à une sorte d'organisme mondial d'arbitrage, capable de défendre réellement l'intérêt général des peuples plus ou moins opprimés (...). Il faut (...) qu'il ait une autorité suffisante pour être le maître de la répartition parcimonieuse des ressources rares de la planète : l'énergie, les métaux, les mers non souillées, l'air pur, l'eau propre. (...) Il faudra envisager un jour une répartition au prorata des besoins de chacun" (ibid.).

\*\*\*"On taxera, une fois encore, l'écologiste d'utopiste, mais il ne peut s'empêcher de soutenir une doctrine mondialiste", approuvera Lebreton (1978).

cile certes, mais dont la recherche me paraît nous être imposée sous peine de mort" (ibid.).

Retour à L'Utopie ou la mort (1973). Utopie ? Non : une "sorte" d'utopie, c'est-à-dire quelque chose qu'on ne sait comment désigner précisément, et qui fait penser à une autre à laquelle elle ressemble par quelque détail : quelque chose qu'on rapproche d'une utopie. Si Dumont utilise - avec cette réserve - ce mot pour l'approche globaliste, il l'omet pour l'approche localiste. Et quand il l'utilise, c'est pour le nier ensuite en évoquant des "étapes de transition" : or la véritable utopie n'en connaît point. Dumont, qui n'ignore pas de quoi il s'agit (il évoque l'ambition de Marx de dépasser le "socialisme utopique" - en doutant du résultat -), distingue le projet de l'utopie, sans juger négligeable du tout l'intérêt de l'utopie qu'il considère comme une sorte de point de repère pour s'orienter. "Ce projet socialiste, s'il n'est pas une utopie (il faut bien imaginer des utopies, des perspectives idéales, même très lointaines, à certains moments de la discussion), comportera des objectifs réalisables, à partir de la situation actuelle, bien précisée par études préalables (...)" (Dumont, 1977). Au début des années 1990, Antoine Waechter situera l'écologisme dans une perspective semblable : "L'action des écologistes s'inscrit dans un cadre théorique cohérent, certainement encore incomplet (...). Ce cadre permet de définir l'horizon utopique vers lequel il faut tendre, comme la visée du pôle magnétique permet au bateau de s'orienter dans l'océan. (...) Le plus difficile, sans doute, est d'inventer les étapes de transition. A ce stade, la démarche écologiste ne saurait être que pragmatique, c'est-à-dire fondée sur l'expérimentation" (1990). Le troisième point de l'article deux des statuts des Verts français (janvier 1984) l'annonçait : l'un des quatre buts de cette structure politique est "de débattre des alternatives possibles à la société actuelle, de proposer des projets en ce sens et d'oeuvrer à leur réalisation, en attachant une importance particulière aux transitions indispensables". 1990, 1984, 1977 : la continuité est remarquable, et on peut remonter plus loin. René Dumont (dans la campagne électorale de 1974) : "La

question la plus difficile est évidemment celle de la transition. Nous sommes en train de l'étudier et nous y répondrons (...)." Pierre Fournier \* déjà y pensait, sans craindre de parler de "compromis", en évoquant ce par quoi "le réel doit tendre vers l'utopie sans cesser d'être réel \*\*\*" (dans un de ses articles parus de 1969 à 1973, réunis en livre en 1975). Si par certains côtés la conception des écologistes appellerait la construction d'une "sorte d'utopie" (Dumont, 1977), l'idée de transition rappellerait le refus d'utopie des marxistes. Est-ce entre les deux qu'il faudrait considérer l'écologisme politique ? Ou plus précisément dans un mélange des deux, une combinaison qui n'irait pas sans confusion ?

On serait tenté, à ce stade, de répondre affirmativement, avec deux réserves la première vient du refus chez certains écologistes de transition de type marxiste (Lebreton, 1978; Moscovici in Ribes, 1978); la seconde vient de l'incertitude quant au statut idéologique de la transition écologiste (nous y reviendrons pour la confronter à la transition marxiste).

Avec le choix d'une transition (qu'elle corresponde à la transition marxiste ou non), les écologistes tirent un trait sur l'opposition entre "socialisme utopique" et "socialisme scientifique", audace toute relative dans la mesure où l'histoire a renvoyé à la vision utopique du XIX e siècle des moyens supposés alors scientifiques, dans la mesure également où ni

\* Dessinateur et chroniqueur à Hara-Kiri-Hebdo (futur Charlie-Hebdo), Fournier y lança dès le 28 avril 1969 un discours écogauchiste, faisant du "seul prolongement authentique de (...) Mai 68" "le porte-voix français — disons européen, car le phénomène est unique — de la nouvelle gauche écologique". C'était un début : "La Gueule Ouverte est virtuellement née le 28 avril 1969", publication "écologique" qui aura une grande importance (1972-1981). La proposition d'un écogauchisme pour un renouvellement idéologique, faite à partir de 1969 par Fournier visant "le dépassement et le renouvellement, à la fois, de l'écologie et du gauchisme", séduira plus des militants dispersés que des appareils du gauchisme français. La formule ayant été, une dizaine d'années plus tard, une clef de l'émergence des Grünen ouest-allemands, attendra une dizaine d'années supplémentaires avant de se traduire en France par l'entrée chez les Verts de nombreux militants d'une gauche aux idéaux meurtris par la gestion du pouvoir, et d'une extrême gauche exsangue, au moment où se développera une nouvelle mode écologique. (Voir Allan Michaud, 1979 et 1989.)

\*\* "Il faut des utopies. Mais entre l'utopie et le réel, il y a toute une approche. C'est au niveau des compromis, là où le réel doit tendre vers l'utopie sans cesser d'être réel, que les difficultés matérielles engendrent les difficultés intellectuelles. L'utopie en soi ne gêne personne. Quand elle s'incarne elle gêne tout le monde, à commencer par les utopistes" (Fournier, 1975).

"l'horizon utopique" ni le "projet" des écologistes ne sont très précis... N'est-ce pas Waechter lui-même qui le reconnaît (1990) : "Dès lors, quelles alternatives proposer ? Je laisserai la réponse ouverte car je ne peux prétendre donner le résultat de recherches encore à réaliser. Sans doute faut-il progresser avec pragmatisme et écarter toute tentation d'une approche dogmatique" (quant à l'organisation de l'économie). De la "recherche (...) encore théorique" (Dumont, 1977) aux "recherches encore à réaliser" - sans doute pour compléter un "cadre théorique cohérent"... mais "incomplet" - (Waechter, 1990), on est tenté de définir la démarche comme une procrastination des écologistes. Une tendance à différer, à remettre au futur. Mais la démarche est double : elle comprend une tendance à citer, à revenir au passé.

... et revenir au passé : compléter, réformer,  
prolonger la pensée socialiste du XIX e siècle.

Ce retour au passé, nous en avons déjà avancé l'idée, c'est l'emprunt au stock des idées accumulées au cours des siècles. Cela concerne particulièrement le XIX e siècle, et peut être résumé par la formule de Moscovici : "Que nous le voulions ou non, le mouvement écologique se situe dans le fleuve du socialisme" (in Ribes, 1978). On pourrait accumuler les citations et références en ce sens, de souvenirs en réminiscences. Contentons-nous de signaler la place particulière que tiennent certains mots chargés de sens, certaines idées, certains noms renvoyant à certains mots et à certaines idées (relevé non exhaustif). Le mot socialisme apparaît souvent, du moins dans les années 1970 : chez Dumont, chez Lebreton, chez Moscovici, chez Gorz/Bosquet. Le mot anarchisme est également présent : chez Fournier, chez Dumont (qui se dit moins anarchiste que libertaire, mot préféré par nombre de militants : par exemple Simonnet, 1979). Le marxisme même n'est pas absent du discours : "J'ai rien contre les marxistes, ils ont relativement raison" (Fournier, 1975) ; la société désirée serait "une société où « le libre développement de tous serait à la fois le but et la condition du libre développement de chacun ». Marx dixit" (Gorz/Bosquet, 1978). Pour ce qui est des idées, celle d'autogestion vient fréquemment, on la trouve chez Dumont, chez Lebreton, chez Gorz/Bosquet, chez Simonnet. La lutte contre

le travail aliénant est un thème abordé par Dumont (qui privilégie le droit au travail), développé par Lebreton, par Gorz/Bosquet, par Simonnet. La réduction du temps de travail est la solution prônée par ces auteurs, qui fait parler à Jean-Marie Pelt de "rémunération en temps libre" (1977), et qui fait avancer diverses estimations du temps de travail nécessaire : quatre heures par jour de vingt-cinq à quarante ans chez René Dumont en 1974 (mais ce n'est pas présenté comme un objectif, juste une indication de ce qui serait nécessaire "pour satisfaire les besoins minima", "au niveau de vie de 1920 avec les moyens de travail et d'équipement de 1974"); semaine de vingt-quatre heures chez Gorz (mais dans une "utopie", en fait une allocution imaginée pour des dirigeants écologistes après leur élection à la tête du pays); "mi-temps pour tous" comme revendication d'avenir, et semaine de trente heures à court terme, chez Lalonde et Simonnet ; Lebreton, pas plus que Dumont en 1977, ne propose d'objectif chiffré, et Moscovici, jugeant que le mi-temps pour tous est un objectif réalisable ("semaine de travail à vingt-quatre heures dans les cinq prochaines années"), à la fois se félicite de la tendance des écologistes à dévaluer le travail, et veut le réévaluer (car il fait partie d'une "activité nécessaire aux organismes humains vivant en société et réclamée par les échanges avec l'environnement"). La réduction des inégalités sociales, enfin, est un thème qui (res)suscite de belles envolées : de l'attente de "l'avènement de l'économie de partage" par Fournier à la volonté affichée d'une "redistribution égalitaire des richesses" dans un programme électoral (Dumont, 1974), l'écologie parait engagé dans une voie bien connue. L'augmentation des richesses matérielles fait dire à Lebreton que "« satisfaire les besoins de tous » est donc désormais plus affaire de répartition que de quantité, c'est-à-dire de socialisme plus que de capitalisme", dans un livre préfacé par Lalonde, un Lalonde rappelant que la question du travail reste à régler : "changer les outils, travailler moins et, bien sûr, répartir autrement" (1978). (A ces

\* Les éléments cités dans notre texte, pris dans le petit livre de vulgarisation de Simonnet (1979), correspondent souvent à des idées de Lalonde (et d'autres), soutenues dans un ouvrage signé par les deux militants des Amis de la Terre (1978). Journaliste, proche de Brice Lalonde, Dominique Simonnet a été un des président successifs des AT (créés en France en 1970-1971); il sera élu en mars 1992 conseiller régional de Paris, sous l'étiquette Génération Ecologie, et présidera le groupe GE d'Ile-de-France.

idées significatives, il faudrait bien sûr ajouter la non-violence de l'écologisme qui n'est pas sans rappeler le pacifisme, l'antimilitarisme, l'anticolonialisme, en d'autres temps associés à des expressions extrêmes de la gauche. Voir Dumont, 1977, et sa biographie par Besset, 1992.) Quant aux noms cités, ils constituent des références qui ne surprendront pas étant donné ce qui précède : Bakounine et Kropotkine plutôt que Marx pour Dumont; Marx pour Fournier, Lebreton, Gorz/Bosquet, et particulièrement pour Simonnet, mais Marx plutôt que ses épigones; Fourier et Lafargue pour Lebreton et Simonnet. A ces hommes du XIX<sup>e</sup> siècle sont surtout empruntées des intuitions dans le sens d'une désaliénation, mises sur le même plan, à l'image de ces "restes des vieilles utopies socialistes" qu'évoque pour Simonnet la définition de l'autogestion "où se mêlent confusément les noms de Fourier, Proudhon, Bakounine, Marx et même Rousseau". Par extension et avec le recul, c'est une bonne partie de la pensée socialiste du siècle dernier que l'écologisme qualifie de "socialisme utopique", et dont il se réclame avec l'ambition de la compléter, de la réformer, de la prolonger\*.

L'écologisme des années 1970 ne craint ni le mot révolution, ni le mot socialisme, disions-nous : c'est l'époque. Et celui des années 1980, 1990 ? L'époque est plutôt au conservatisme. C'est d'ailleurs en 1981, année de

---

\* Il est significatif que ce soit dans le chapitre du livre de Lebreton intitulé "Vers l'écologisme" qu'apparaissent Lafargue, Marx et Fourier, avec en guise de conclusion partielle une diatribe de ce dernier, représentative de la pensée socialiste du temps, contre une civilisation industrielle ("demi-civilisation" dirait Elisée Reclus) capable de "créer les éléments du bonheur, mais non pas le bonheur", et même, par "excès d'industrie", de conduire à de très grands malheurs "si on ne sait pas découvrir les moyens réels de progrès en l'échelle sociale" (Contre la civilisation, 1835).

Lebreton cite Le Droit à la paresse (1880) de Paul Lafargue (disciple et gendre de Marx, fondateur avec Jules Guesde du Parti ouvrier français en 1880). Contre la "religion du travail", celui-ci proposait de le limiter à un maximum de trois heures par jour. (Kropotkine rappellera que la question a souvent préoccupé les socialistes, avançant le chiffre de quatre ou cinq heures par jour : "A la fin du siècle passé, Benjamin Franklin s'arrêtait à la limite de cinq heures". Voir La Conquête du pain, 1892.) Lebreton cite ensuite quelques lignes de Marx sur l'épanouissement de l'homme, libre de combiner toutes sortes d'activités dans la société communiste.

Simonnet, qui cite brièvement Lafargue, semble plus fasciné par Fourier. A propos de la recherche de la spontanéité : "Comme le souhaitait Fourier, la libération des passions individuelles doit être recherchée dans le souci d'harmonie de tous." Et à propos de la recherche de la communauté : "(...) l'écologisme (...) rêve d'un phalanstère modernisé, plus technologique que celui de Charles Fourier, mais aussi pragmatique et libertaire, voire libidinal".

l'arrivée au pouvoir en France d'une gauche gestionnaire abandonnant immédiatement l'idée d'autogestion, que disparaissent La Gueule Ouverte et Le Sauvage, importantes publications respectivement anarchisante et socialisante (Allan Michaud, 1979). Si les références de gauche vont se faire discrètes et même rares (bien que le journal Silence prenne un peu la relève, idéologiquement parlant, de La GO), dans un discours écologique appauvri, de plus en plus redondant, elles demeureront à travers des propositions inscrites dans les programmes électoraux successifs. C'est ainsi qu'un élément essentiel de celui des Législatives de mars 1993 sera la réduction du temps de travail (avec passage immédiat à la semaine de trente-cinq heures, pour arriver à trente heures à la fin du siècle) il en sera beaucoup parlé (et la question sera relancée quelques mois plus tard lors d'une discussion parlementaire sur un projet de loi, pendant laquelle un député du RPR proposera... la semaine de trente-deux heures). L'attention plus grande accordée aux Verts à la fin des années 1980 conduira certains journalistes à découvrir que le programme est social et pas seulement environnemental, et à croire que pour le composer Antoine Waechter a dû "piller les vieux programmes du Parti socialiste", ou que le parti a dû attendre l'arrivée (en 1988) d'un ancien de l'extrême gauche, Alain Lipietz, "porte-parole de la commission économique des Verts et « inventeur », à ce titre, d'une politique radicale de partage du travail \*"... déjà expliquée dans une brochure publiée par les Verts en 1985. Quant à Antoine Waechter, principal porte-parole des Verts de l'assemblée générale de novembre 1985 jusqu'à celle de novembre 1993 (date à partir de laquelle Dominique Voynet animera une nouvelle majorité perçue comme plus "sociale" que la précédente), il est intéressant de considérer le discours du candidat aux Présidentielles de 1988, élu député européen en tête de la liste de 1989, lequel quittera les Verts pour présider le Mouvement écologiste indépendant (fondé en septembre 1994). Ce discours n'est pas exempt de références de gauche, même si elles ne sont pas présentées comme telles. Dans le livre qui lui sert de programme, est rappelé cet objectif déjà cité : "partage des richesses produites", "pour effacer la pauvreté dans les pays riches". Quant aux influences : sur les quatre "premiers penseurs" que Waechter juge

\* Citations extraites du Monde, numéro spécial des Dossiers et documents sur les élections européennes (juin 1989), et édition du 4 mai 1993 du quotidien. A noter que dans l'un des "textes d'orientation" des Verts à leur création, celui dû à Yves Cochet, il était question de travail à mi-temps estimé à un total de 20 000 heures pour une vie, avec garantie de revenus (janvier 1984). En 1988, Le Monde, présentant les propositions de plusieurs partis pour un revenu minimum, oubliera le revenu social garanti proposé par les écologistes depuis le programme de 1977 du Mouvement Ecologique (Le Monde, 26 janvier 1988).

nécessaire de nommer pour leur contribution particulière au "cadre théorique cohérent" des écologistes, l'un, Ivan Illich, prône un "réoutillage de la société" qu'il lie aux "idéaux socialistes"; l'autre, Murray Bookchin, est un néo-anarchiste américain qui attend d'une "révolution" technique qu'elle fasse naître, presque sans douleur, la société anarchiste scientifiquement légitimée par l'écologie (on reconnaît là un optimisme à trois volets : social, scientifique, technologique, qui sent son XIX<sup>e</sup> siècle)\*. Interrogé à diverses reprises par des animateurs des Verts jugeant indispensable de "faire émerger un projet politique fort", inquiets de ne pas voir "quelle est la vision de la société" que propose de construire l'écologisme (comme Guy Hascoët lors de la réunion des 9-10 juin 1990), Waechter répondait imperturbablement en renvoyant à Murray Bookchin. Si à cela on ajoute que le porte-parole des Verts avait déclaré au Monde (qui en fit un titre) : "Il faut remplacer la compétition économique par la coopération" (17-18 avril 1988), on pourrait être surpris de cette réminiscence anarchisante\*\*...

Des années 1970 aux années 1990, le discours écologique fait entendre un reproche, veut donner un ton différent à la politique, et ce reproche et ce ton dessinent comme un nouveau futur pour un passé : celui des idéaux d'une gauche dont les gestionnaires délaissent l'héritage au nom du réalisme. Mort comme "système tendant à une totale rationalisation scientifique" pour Gorz /Bosquet, le socialisme subsisterait comme "mouvement" ou comme "horizon historique" de l'émancipation humaine. Il ne croit plus (s'il y a jamais cru) que l'écologisme y suffira, en témoigne cet ajout quia valeur de commentaire à un propos grandiose perçu chez les Grünen : "Ce que Antje Vollmer disait pour les Verts vaut pour toute la gauche : « Il nous faut réussir le tour de force de répondre à la fois aux questions du XIX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècles. »" (1991). La question sociale et la crise écologique, cela fait beaucoup : n'y a-t-il pas davantage ? L'écologisme ne projette-t-il pas une vision de l'histoire qui ne serait plus exclusivement humaine ?

\* Sur Illich et Bookchin, sur l'idée de sauver par la technique... la société jugée malade de la technique, voir Allan Michaud, 1989.

\*\*La surprise serait-elle moins grande de la rencontrer chez une militante comme Dominique Voynet désignant dans les écologistes les vrais "porteurs des valeurs de la gauche" à l'époque contemporaine (Le Monde, 1<sup>er</sup> décembre 1992) ? Ceux qui le croiraient noteront que c'est assez rarement qu'elle reconnaît avoir été "autrefois proche du mouvement anar", insistant sur le fait que ça lui "a passé", et riant d'avoir "encore un drapeau noir dans le grenier" (entretien de 1989). Les militants qui ont le mieux connu l'anarchisme organisé sont souvent ceux qui se défient de son "dogmatisme" (motif avancé par un proche de Waechter, Michel Duchêne, pour expliquer son départ de la Fédération anarchiste — entretien de 1987 —).

*Les Verts, parti de la réconciliation finale  
de la planète avec elle-même ?*

Le discours écologique charrie beaucoup d'éléments, autour de l'idée centrale d'un rééquilibrage nécessaire entre les activités humaines et la nature, dans les rapports de l'homme et de son environnement. Aux extrêmes, certains éléments peuvent relever d'un ésotérisme, d'autres d'un technocratisme. Tant qu'un programme, un projet, une utopie, ne donne(nt) pas corps à telle ou telle partie du discours, il n'est parfois pas si facile de distinguer ce qu'elle désigne. Relève-t-elle toujours de l'analogisme ? Tel est le cas quand vient l'idée de "signer un nouveau pacte avec la nature" (Dorst, 1965, 1970). L'image est évidente : il est sûr que nul ne songe à demander à la nature de parapher un contrat, qui ne peut être qu'un contrat social. Si préserver l'eau, l'air, et la diversité biologique en constituent des éléments essentiels, le nouveau respect à leur témoigner vise des éléments nécessaires à la vie humaine, et les conditions comme les modalités de ce respect doivent être définies par la société des hommes.

Où y a-t-il matière à justifier l'interprétation de quelques-uns qui voudraient voir dans l'écologisme refus de l'anthropocentrisme et revendication d'un biocentrisme ? Dans ce qui se veut écologisme "profond", lancé dès 1972-1973 par le philosophe norvégien Arne Naess, courant d'idées qui se développera mieux dans quelques pays que dans d'autres (Etats-Unis, Australie, Allemagne). Comment s'exprime ce courant d'idées ? Par une littérature abondante, majoritairement de langue anglaise, volontiers polémique, voire dogmatique : ses attaques contre un écologisme jugé superficiel ne convainquent pas même certains de ceux qui sont dans la mouvance d'une "philosophie qui reconnaît des droits et des libertés propres à tout ce qui vit" (Nollman, 1990, 1991). Il est certain qu'une sensibilité existe et s'exprime, mais il est plus que difficile d'en discerner les contours et d'en mesurer l'impact réel. Même si elle suscite des échos jusque dans les partis au drapeau vert, il est non moins assuré qu'elle n'a pas de traduction politique véritable. Si une de nos recherches nous a fait rencontrer le thème de la nouvelle relation de l'homme avec les autres espèces dans l'écologisme politique allemand, brésilien, britannique, français, y compris chez des porte-parole

de partis (Sara Parkin pour le Green Party britannique, Antoine Waechter pour les Verts français), il faut insister sur le fait que les partis ne suivent pas. Quand ils en ont l'air, avec la publication du "programme animalier des Verts" en France (1987), celui-ci sera désavoué par le parti\*, et d'ailleurs ce "programme de défense animale complet" n'était pas sans contradictions, projetant de supprimer les concours hippiques et de développer la stérilisation des animaux de compagnie (abandonnés ou pas). La stérilisation imposée par les humains aurait-elle été moins attentatoire à la dignité des nouveaux "sujets de droit" que l'effort sportif ? Plus de dix ans auparavant, Lebreton avait tranché la question en estimant que "si toute forme de vie mérite respect, on est obligé de reconnaître qu'aucun être vivant ne peut survivre sans détruire la vie et en la consommant" (1978) : comment parler alors de droits de l'animal ou du végétal ? Il demeure que les rapports de l'homme avec les autres êtres vivants suscitent des interrogations qui ont un passé, et un passé qu'il serait abusif d'étouffer sous la bannière idéologique de l'extrême droite (comme d'aucuns s'y efforcent) : N'est-ce pas le géographe anarchiste Elisée Reclus qui, après avoir déploré l'appauvrissement biologique constaté dans l'histoire et rappelé à l'homme le problème moral de "ses devoirs envers le monde animal", aspirait au bonheur pour tous les hommes vivants et à naître, sur une planète aménagée "pour favoriser chaque vie individuelle de plante, d'animal ou d'homme" (L'Homme et la Terre, 1894-1905) ? Réminiscences. Il serait plus juste de nommer polycentrisme une vision qui n'oppose pas le biocentrisme à l'anthropocentrisme. Waechter trouvera une formulation à sa mesure en définissant l'écologisme comme un humanisme le moins anthropocentrique possible (Rencontres internationales de l'environnement et de la nature, Rochefort, 6 octobre 1988). Fournier préférait à la "défense de l'environnement" la "réconciliation de la Nature et de la Culture" (1975).

Jusqu'où aurait pu aller la vision si elle s'était incarnée dans un projet et/ou une utopie ? Question d'école ?

---

\* En Allemagne, les Grünen auront des réserves comparables. Helmut Lippelt (relations internationales) aurait déclaré : "pour la protection des animaux, nous avons, dans le passé, quelques personnes qui disaient que les animaux étaient à considérer autant que les humains"; le parti se borne à essayer de "lutter contre les cruautés de l'abattage des animaux" ("Rencontre Bundesvorstand Die Grünen - CE Les Verts - Strasbourg, lundi 24/05/93", note établie par Yves Cochet pour le collège exécutif des Verts français).

Au Brésil, le géographe Carlos Minc (un ancien étudiant de René Dumont), élu député du Parti Vert à l'assemblée législative de l'Etat de Rio de Janeiro, en novembre 1986, sur une liste présentée par le Parti des Travailleurs, déclarera en 1989, quand il sera question d'une nouvelle alliance, qu'elle "unirait les deux grandes utopies du monde moderne : la libération des travailleurs et la solidarité entre toutes les formes de vie".

Revenons à Fournier, cet inspirateur de l'écogauchisme qui selon la bonne formule de Simonnet "a catalysé le militantisme" (1979). C'est lui qui a relevé cette idée pour les militants du XX e siècle, idée inscrite dans celui de ses articles (publiés de 1969 à 1973) intitulé "La gauche et l'écologie" où il expose qu'il faut "retrouver" ce qui fait la force et l'importance des gauchistes, le "moteur de toutes les révolutions : la révolte contre l'injustice et le refus de l'exploitation des autres". Les hommes n'étant pas les seuls victimes de l'injustice, "la solidarité n'a pas à se poser de limites". Et de se référer au poète Gary Snyder qui a défendu les "peuples" non humains. "Gary Snyder l'exprime en disant à peu près : « Il faut commencer par libérer les classes les plus exploitées, qui sont les animaux, les arbres, l'eau, l'air... »" (Fourier, 1975).

Il n'y a ni utopie ni projet écologiste en lamatière. Séduisant pour l'esprit, l'exercice aurait été des plus délicats : des plus irréels pour un projet, des plus littéraires pour une utopie. Fournier reconnaissait "l'emploi surprenant" du mot classes, il y voyait l'intérêt de démontrer "l'insuffisance du langage marxiste et la nécessité d'en forger un autre" (*ibid.*). N'est-ce qu'une question de langage ? Ces mots et expressions faisaient image, même s'il s'agissait d'une image inimaginable : celle d'une société

\* Cité par José Augusto Pádua, "La naissance de la politique verte au Brésil : facteurs exogènes et endogène", communication présentée dans l'atelier sur le thème "Political ecologism, its constants and differences in Europe" (dirigé par D. Allan Michaud et D. Boy), ECPR joint session of workshops, Paris, European consortium for political research / Fondation nationale des sciences politiques, 10-15 avril 1989, 19 p.

communiste élargie à une communauté de tous les êtres vivants, hommes, animaux et végétaux. L'exagération même de la vision montre en tout cas qu'il ne saurait être question d'opposer un biocentrisme à un anthropocentrisme. L'univers d'équilibre social et écologique se serait caractérisé non seulement par l'abolition de "toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle" (Marx et Engels), mais encore par l'abolition de toutes les conditions d'existence invivables de la Terre. Dépassant l'objectif assigné par le marxisme au prolétariat, l'espèce humaine n'aurait pu améliorer sa condition sans améliorer celle de l'ensemble des espèces. Ce rêve fabuleux, qui aurait impliqué que l'écologisme entré en politique s'assignât un projet plus ambitieux que celui que le marxisme ne put atteindre, n'a jamais même fait l'objet d'une présentation claire. Les Verts n'apparaîtront pas comme le parti de la réconciliation finale de la planète avec elle-même.

La chose aurait été d'autant moins aisée que les animateurs de l'écologisme politique, évacuant en général la lutte des classes, n'auraient pu que la réintroduire sous le couvert de la lutte des espèces. C'est à l'ancien membre du PCF Jean Brière, dans l'un des quatre textes fondateurs du parti français des Verts, qu'il est revenu de pourfendre "l'analyse dite de classe", et à travers elle non seulement le marxisme mais encore l'anarchisme (ce qui n'empêchait pas le futur porte-parole du parti de reconnaître que "la sensibilité anarchiste est présente dans la démarche écologiste"). En 1985, l'assemblée générale des Verts à Lille allait être l'occasion d'un dernier essai de réintroduction, d'une certaine manière, de la lutte des classes : un échec, avec le refus de distinguer un axe privilégié dans la lutte entre favorisés et défavorisés, plutôt que dans la lutte entre technocrates et usagers. 30, 47 % des suffrages appuyaient cet essai de Didier Anger, la majorité préférant l'autre option soutenue par Yves Cochet. Anger, qui a conduit la liste des Verts aux Européennes de 1984, est alors un porte-parole aux idées minoritaires (les autres porte-parole étant Yves Cochet, Jean Brière et Guy Marimot).

Mots et idées : des slogans plutôt que des concepts.

Le moment est venu de faire le point quant au devenir dans l'écologie politique des idées empruntées à la pensée socialiste du XIX e siècle, dans le domaine socio-économique : autogestion, réduction de la durée du travail, réduction des inégalités. S'agissant de l'autogestion, rebaptisée écogestion à la fin des années 1970 pour dépasser "la meilleure idée que le socialisme (l'anarcho-syndicalisme et le marxisme des origines) ait inventée", selon la présentation de Didier Anger en 1985, il ne pouvait suffire d'ajouter aux ouvriers d'une unité de production la population voisine de celle-ci et les consommateurs-usagers pour théoriser : il eut fallu apporter des réponses claires à la question de la répartition des responsabilités dans la gestion des entreprises, à la question de la propriété de celles-ci. Anger (qui deviendra député européen en 1989) rappelle de temps à autre tout l'intérêt de l'écogestion, mais sans éveiller de résonances au sein du parti; et Simonnet, après avoir présenté la société dualiste prônée par Gorz /Bosquet comme moyen de "concilier les nécessités de centralisation et les aspirations autonomes", complété par le choix des AT de Lille d'une combinaison de "propriété communale ou coopérative" et de "droit à une propriété d'usage" de chacun (dans les éditions de 1979 et 1982 de L'Écologie), finira par renvoyer le tout "aux oubliettes de l'écologie moderne" (dans l'édition de 1991).

S'agissant de la réduction de la durée du travail, le revenu social garanti proposé depuis 1977 par l'écologie politique n'est pas sans rappeler l'influence de l'économie distributive de Jacques Dubouin, laquelle, après avoir séduit Dumont dans les années 1930 (Besset, 1992), a "contribué à structurer notre vision de l'économie", nous confirmera Waechter (entretien de 1989). C'est l'idée d'une dissociation entre le travail et les revenus. L'instauration d'un revenu social minimum rendrait possible une réduction du temps de travail : c'est le raisonnement même du Mouvement Ecologique en 1977. Le programme des Verts pour les Législatives de 1993 soulignera que le partage du travail, "mesure la plus efficace contre le chômage", serait aussi un partage des revenus et donc un "moyen de

\* Dans la brochure de 1985, Travaillons tous, vivons mieux, gaspillons moins, la règle proposée était la suivante : compensation totale de perte de salaire pour les salaires inférieurs ou égaux à 1, 2 fois le SMIC, compensation partielle pour les salaires inférieurs à 2 fois le SMIC (avec un financement par prélèvement sur les revenus supérieurs à 2 fois le SMIC). Toujours pour le passage à 35 heures, la limite sera fixée ensuite à 1, 8 fois le SMIC (au lieu de 1, 2) (Vert-Contact, 18 septembre 1993).

réduire les inégalités"; mais le porte-parole Andrée Buchmann mettra l'accent sur une corrélation, plus ou moins implicite dans l'écologisme politique, entre partage du travail et partage des richesses : "S'il ne s'accompagne pas d'une volonté de redistribution des richesses, le partage du travail ne sera que l'alibi d'une politique d'austérité frappant la majorité des salariés ainsi que les exclus" (Vert-Contact, 26 juin 1993). Sans doute met-elle ainsi en garde ceux qui témoignent un intérêt soudain à ce thème, mais on pourrait se demander si la réflexion ne concerne pas également son courant politique. Deux mesures qui se suivaient, préconisées dans le programme de Dumont en 1974, étaient : " - une redistribution égalitaire des richesses, - une diminution radicale du temps de travail évitant le chômage". La redistribution des richesses n'est pas égalitaire chez Buchmann, et la volonté exprimée en un autre point du programme de 1993 de "faire participer équitablement les favorisés (progressivement en fonction de leur fortune) aux prélèvements de solidarité, de contrer les processus d'accumulation excessive", est une formulation fort éloignée de celle de 1974. Est-ce à dire qu'il y a eu une évolution nette ? Non. Car le livre-programme de 1974 contenait des formulations contradictoires : à celle précitée (signée du comité de soutien à la candidature de René Dumont) s'ajoutait une présentation de la "redistribution des richesses" qui en faisait une démocratisation dans le sens d'une "plus grande égalité", y compris économique (extrait du "manifeste électoral"), et... une mise au point du candidat : "Je n'approuve pas cette expression un peu rapide de redistribution égalitaire des richesses (...)" (Dumont au Grand jury de RTL); il avait insisté un peu avant sur la "priorité accordée à tous les besoins minima de la population, quitte à réduire la consommation du tiers le plus riche". Seule une Ecologie socialiste... Sous ce titre, trois ans après, Dumont préférera parler d'une "redistribution plus égalitaire des richesses" (et non plus égalitaire tout court), avec ce rappel de 1974 : "Il faut diminuer la consommation du tiers le plus riche de la population française". Un "objectif démocratique" chiffré de la sorte : 20 % de la population ne dispo-

sant que de 4 % du revenu national, il faudrait le faire passer à 8 % en prélevant 4 % des ressources de la tranche la plus riche (Dumont, 1977). On est loin de l'égalitarisme, et de ce point de vue l'évolution entre 1974 et 1993 n'est guère sensible (si l'on excepte la prudence de langage et l'absence de chiffrage du programme électoral). Conclusion : l'égalitarisme écologiste n'a pas existé, l'image d'une écosociété est restée floue, comme l'écosocialisme choisi en 1975 par cet ancêtre des Verts qu'était le Mouvement Ecologique.

Comment s'en étonner ? Moscovici s'était déclaré "horripilé par le mariage du préfixe éco à n'importe quoi : écogestion, écosocialisme, écodéveloppement. C'est nommer la difficulté, pas la résoudre, fermer la pensée et non pas l'ouvrir" (in Ribes, 1978). Le sociologue écologiste discernait bien le danger de prendre des mots pour des concepts, du discours pour de la théorisation. Comment s'étonner que disparaisse dans l'indifférence une écogestion non théorisée ? Il y a quand même une évolution, mais nul n'y fait allusion. C'est que situer la décision à l'échelon le plus adéquat en allant du bas vers le haut, méthode qui renvoyait explicitement à l'anarchisme, renvoie désormais implicitement à la doctrine sociale de l'Eglise catholique : sans que cette dernière soit jamais nommée, c'est son principe de subsidiarité qui est présenté, depuis le début des années 1990, comme "le concept qui est au coeur de notre projet", pour le fonctionnement de l'Europe comme du parti des Verts . Problème de mode ? La mode fut à l'autogestion, c'est fini. Le

- \* La lecture anarchiste apparaît dans celui des quatre textes fondateurs des Verts français rédigé par Jean Brière : "même exigence d'autonomie de participation", etc... René Dumont parlait de décentralisation, d'autogestion, de "participation de chacun aux décisions" à leur échelon, "contrepois libertaire" jugé indispensable (1977). La nouvelle lecture apparaît dans des décisions votées par le Conseil national interrégional des Verts (l'équivalent d'un parlement) : subsidiarité et solidarité comme principes indissociables du fédéralisme (6-7 avril 1991); subsidiarité comme principe de fonctionnement des Verts (8-9 juin 1991). La citation (in texte) est du député européen Bruno Boissière à propos de l'Europe (Verts Europe, 1<sup>er</sup> mai 1992). (La possibilité de la double lecture était signalée in Allan Michaud, 1989.)

principe de subsidiarité, diffusé au Parlement européen par le discours démocrate-chrétien, est sorti de l'ombre avec la relance européenne, et peut ne pas déplaire à certains députés des Verts dont la jeunesse connut un catholicisme plus ou moins social (un personnalisme lié au MRP chez les parents de Cochet, une "étape très formatrice" à la Jeunesse étudiante chrétienne pour Waechter). Le préfixe éco n'est plus ici en cause, et il en est de même pour le développement soutenable (acceptable et durable), expression lancée par le rapport Brundtland (ONU, 1987), et qui fait florès, succédant au mot écodéveloppement, dans l'écologisme politique comme en d'autres lieux (et ce malgré les réserves exprimées par des porte-parole : François Berthout et Waechter lui-même). Avec ou sans préfixe éco, le problème est celui des mots et formules agités en guise de concepts, de leur compréhension et de leur maîtrise : ils apparaissent plutôt comme des slogans pas ou mal contrôlés, quelle que soit l'origine de l'emprunt.

Le problème est-il le même pour le "partage des richesses produites" que soutiennent les écologistes "pour effacer la pauvreté dans les pays riches" \* (Waechter, 1990) ? Sur ce thème, il semble n'y avoir pas évolution, mais permanence dans l'affirmation de l'idée, et dans une hésitation quant à son application, dont le chiffrage connu réduit fortement la portée. Le rappel du thème chez Waechter ne laisse pas de doute quant au principe, ni pour ce qui de la réticence dont témoigne le choix de certains mots dans son raisonnement : il ne faudrait plus d'écart "suffisamment" important pour paraître "illégitime", "injuste", la société ne devrait pas être "profondément" inégalitaire, les inégalités étant diverses (et pas seulement

---

\* Combinaison de deux citations prises dans des pages différentes, à rapprocher de celle-ci, retenue dans la déclaration du 8 octobre 1987 du candidat des Verts aux Présidentielles de 1988 : "Le mode de répartition des richesses doit être manifestement revu et corrigé" (Vert-Contact, 18 octobre 1987). Déclaration faite à propos du partage du travail et des revenus qui "résume la philosophie de la démarche", proposition consistant, comme il sera précisé par ailleurs, à "partager le travail et les richesses qui sont produites" (intervention au salon Marjolaine, 10 novembre 1988).

pécuniaires) il faudrait s'attaquer aux "plus indignes"... sans sombrer dans les dangers de la société "égalitaire" (1990). Le traitement du thème n'était pas très différent une dizaine d'années plus tôt chez Lalonde, porte-parole de l'écologisme politique aux Présidentielles de 1981. "Il faut en tout état de cause une plus grande équité dans le partage de la richesse économique et dans la couverture des risques sociaux. Mais cette équité ne doit pas dévier vers l'égalitarisme, qui homogénéise le mode de vie de chacun" (Lalonde, 1981).

De telles réserves suffisent-elles à justifier l'affirmation que "les références de la pensée écologiste n'ont aucune parenté avec le socialisme ou avec le libéralisme économique" (Waechter, 1990) ? A ce stade de l'analyse, pas vraiment, et ce d'autant moins que de précédents animateurs de ce courant politique se référaient en connaissance de cause dans les années 1970, nous l'avons vu, à un socialisme (Dumont, 1977; Lebreton, 1978). En connaissance de cause : c'est-à-dire que notre sentiment qu'il y a eu reprise d'idées utilisées comme slogans ne suffit pas non plus à en annuler l'ombre portée. Il importe d'aller plus loin dans l'analyse. La question pouvant se poser de la façon suivante : la référence à un socialisme même utopique peut ne plus paraître à l'ordre du jour dans un climat idéologique tout différent ; cela fait concevoir que les mots et expressions s'y rattachant puissent céder la place à d'autres moins marquées ou marquées autrement (développement soutenable, principe de subsidiarité); comment expliquer le maintien d'un thème tel que celui de la redistribution des richesses, dont la connotation est assez lourde ? Les réserves (anciennes) des écologistes à son égard, comme leurs prudences de langage (accentuées par la suite), suffiraient d'autant moins à justifier la prolongation de son usage dans l'écologisme politique que Waechter déclare celui-ci sans lien avec les "formations politiques (...) dont l'idéologie est structurée autour de la répartition des richesses produites" (1990).

*L'exemple significatif de la redistribution des richesses, thème essentiel et épineux dans la pensée des écologistes.*

Quel est le rôle dans l'écologisme politique de la redistribution des richesses, dont nous avons vu que de 1974 à 1993, de Dumont à Buchmann en passant par Lalonde et Waechter, c'est un thème dont la permanence est

- \* Au cours du colloque organisé les 23-24 avril 1983 à Paris par les Amis de la Terre, Lalonde se déclarera même, à la tribune, "inquiet de la victoire idéologique de la notion d'égalité", expliquant que "le discours sur l'inégalité cache des revendications corporatistes, parfois".

aussi celle de l'absence, du refus d'une volonté politique égalitariste ? Car tel est le fond du propos, que ne viennent pas contredire des évolutions plus ou moins légères quant à la forme.

L'étude de ces dernières pourrait faire expliquer des nuances linguistiques par des écarts culturels : si Waechter utilise, à propos de la répartition des richesses, le mot partage plutôt que le mot redistribution, ne serait-ce pas en rapport avec son renvoi des idéaux écologistes aux "valeurs chrétiennes originelles" plutôt qu'aux "idées de gauche" (entretien de 1989) ? Peut-être. Mais trois remarques s'imposent. Deux concernent le porte-parole des Verts, dont l'origine culturelle ne réduit pas la personnalité : s'il (n')était (qu')un démocrate-chrétien, préciserait-il des valeurs auxquelles il se réfère qu'elles "ont été détournées ensuite par les catholiques" ? Et tout homme peut être marqué par une diversité d'influences, comme en témoigne son renvoi de l'égalité des conditions salariales au bureau d'études qu'il dirigea à Mulhouse... aux idées soixante-huitardes. La troisième remarque concerne la permanence du thème d'une répartition plus équitable des richesses : ce thème énoncé avec plus ou moins de nuances ne saurait séparer les animateurs de l'écologisme politique en fonction d'origines culturelles telles que la laïcité (Dumont) ou le christianisme (Waechter). Et ce d'abord parce que la forme "supérieure" de communisme annoncée par Marx renvoyait à une forme primitive (voir page 10), laquelle a joué un rôle dans le message religieux. Parmi les sermons célèbres du XVII<sup>e</sup> siècle, comment ne pas citer Massillon proclamant "que tous les biens appartenaient originellement à tous les hommes en commun, que la simple nature ne connaissait ni propriété ni partage et qu'elle laissait chacun de nous en possession de tout l'univers" (in Harmel, 1949, 1984) ?

Ce thème ne saurait séparer au sein de l'écologisme politique, ensuite, parce qu'il en est un thème structurant. La raison essentielle qui fait qu'il perdure est simple, que l'on trouve dans un double développement : en 1990 chez Waechter, à la fin du livre-programme de 1974 sous la signature de Dumont.

"Comment envisager une augmentation du prix de l'alimentation et des ressources rares ou un accès au temps partiel, sans revaloriser les bas revenus ? Comment plaider la fin de la société de consommation, le

partage des richesses avec les pauvres du Sud, si subsiste un écart suffisamment important pour paraître illégitime et donc injuste ? Les inégalités, dit-on, sont l'un des moteurs de la croissance : inversement une économie stationnaire serait-elle acceptable par une société profondément inégalitaire ?" (Waechter, 1990).

"(...) la défense de la nature (...) exige une remise en cause fondamentale de la structure économique et politique (...) pour aboutir à notre double objectif :

1. - Réduction fondamentale des injustices sociales à l'échelle mondiale, en vue de la réduction prioritaire du gaspillage et des consommations abusives des riches; donc de leur nombre comme de leur revenu.

2. - Elaboration d'une civilisation à basse consommation d'énergie, de viande et de métaux, économisant pour les générations futures les ressources rares de la planète, arrêtant le pillage du tiers monde et la destruction de la nature, source de toute vie" (Dumont, 1974).

Le rapprochement montre la continuité : le porte-parole des Verts, candidat de l'écologisme aux Présidentielles de 1988, part du double objectif défini dans sa postface par le candidat de l'écologisme aux Présidentielles de 1974. Le rapprochement fait justice de deux fables souvent répétées, et d'ailleurs contradictoires : l'écologisme politique des années 1990 ne mettrait plus en cause la société de consommation (ce qu'infirmes le texte cité de Waechter), la campagne électorale de 1974 aurait été axée sur l'environnement plutôt que sur la société (ce que dément le texte cité de Dumont). C'est l'incompréhension de ce que représente l'écologisme politique qui a nourri ces deux fables : l'écologisme est entré dans le champ idéologique en ajoutant à la lutte contre les conséquences la réflexion sur les causes, suggérant la recherche d'une autre organisation de la société. Auparavant, il n'y avait pas d'écologisme politique à proprement parler, il n'existait pas de courant politique spécifique. Et depuis son discours n'a guère varié, même si le vernis révolutionnaire a été quelque peu victime de l'air du temps. Comment le fond aurait-il pu changer ? Il est essentiel.

C'est l'idée qu'une certaine austérité, dans une société à croissance

réduite (à "redéfinir", disait Simonnet, devant être "différenciée selon les régions"), à "économie stationnaire" (Waechter, 1990), avec "stabilisation des revenus et de la consommation" (Lebreton, 1978), une "basse consommation d'énergie, de viande et de métaux" (Dumont, 1974), ne serait "acceptable qu'avec une réduction marquée des inégalités" (Dumont in Ribes, 1978) : bref, "un vrai socialisme", concluait Lebreton. Socialisme ? Il n'y paraît pas tout à fait dans les circonvolutions que nous avons vues décrites par la pensée waechtérienne autour du "relèvement du niveau de vie des catégories du bas de l'échelle" (1990). Jusqu'où ne pas aller trop loin, d'un refus à l'autre : celui de la société inégalitaire, celui de la société égalitaire ?... On comprend et la permanence du thème et la permanence de la prudence (qui prend des formes différentes selon les militants) dans son maniement. On le comprend d'autant mieux que le risque est clair, même si ce n'est pas un militant du courant politique concerné qui l'a formulé le plus clairement. Tout le monde ne peut pas être aussi clair sur le sujet que Jean-Marie Pelt qui, centriste non engagé dans l'écologisme politique, parlait de partage équitable, de redistribution, pour conclure brutalement : "Il ne sera pas facile de faire accepter de bonne grâce aux plus favorisés l'idéologie partageuse qui a toujours été leur hantise. Mais nécessité fait loi" (1977). Nécessité ? Assurément, et même double nécessité, génératrice d'ambiguïté. Et risque fondamental étant donné la composition en termes sociologiques du courant politique, des animateurs aux électeurs.

Double nécessité : l'injustice de la répartition des richesses se situe à l'échelle mondiale, entre pays riches et pays pauvres, et doit être réduite; comment le faire sans réduire l'injustice dans la répartition des richesses à l'intérieur des pays riches ? C'est ce qui ressort du raisonnement précité de Dumont et Waechter.

Une ambiguïté : L'injustice de la répartition des richesses à l'intérieur d'un pays riche doit être réduite, mais au profit de qui : de l'ensemble des travailleurs considérés comme des défavorisés par rapport aux détenteurs

de capitaux, ou des plus défavorisés ? Ce sont ces derniers, les "catégories du bas de l'échelle" (Waechter, 1990), et particulièrement les exclus (Allan Michaud, 1989), qui semblent l'objet des attentions des écologistes, mais quelle serait la situation de ceux qui ne sont ni au "bas de l'échelle", ni au sommet ?

La réponse la plus précise se trouve dans un double chiffrage (déjà mentionné en note de bas de page 32) : c'est celui qui détermine, pour le partage du travail et des revenus tel qu'il est proposé par les Verts, jusqu'à quel revenu il y aurait compensation de perte de salaire (correspondant aux heures de travail en moins). En 1985, il y avait compensation totale jusqu'à 1, 2 fois le SMIC, partielle entre 1, 2 et 2 fois le SMIC. Les salariés du premier cas étaient jugés indiscutablement défavorisés (et au-dessus d'eux se trouvaient des salariés estimés sans doute moyennement, relativement défavorisés, dans les limites indiquées); mais en 1993 sera constatée une évolution : le choix sera celui d'une réduction de temps de travail "sans diminution de salaire pour les bas et moyens revenus (jusqu'à 1, 8 le SMIC)". Il n'est pas indiqué de modification quant au financement par prélèvement sur les revenus supérieurs à 2 fois le SMIC (1985) : les salariés qui sont dans ce dernier cas sont apparemment toujours considérés comme favorisés, si le qualificatif de défavorisé semble étendu jusqu'à 1, 8 fois le SMIC. Deux conclusions s'imposent : la première est qu'il y a une hésitation chez les écologistes, que traduit l'évolution, quand il faut déterminer qui est défavorisé; la seconde est qu'un salarié gagnant deux fois le SMIC aura sûrement de la difficulté à se trouver favorisé, et que la limite entre moyens et hauts revenus paraîtra à beaucoup un peu basse... L'explication la plus claire en est dans le livre-programme des Présidentielles de 1974 : c'est que même "la classe ouvrière française profite en partie de l'exploitation du tiers monde (...), les plus exploités de ce régime capitaliste (...) sont les travailleurs immigrés chez nous et les travailleurs du tiers monde" (Dumont au Grand Jury de RTL, 1974). "Le nombre des privilèges à combattre est beaucoup plus important

que ne le propose actuellement le PCF", précisera Dumont en 1977, tout en reconnaissant que, "pour la défense des ouvriers en lutte contre les patrons, ou des petits paysans, sur certains points bien précis, on peut être d'accord avec les positions du Parti". En 1974, amené à préciser sa conception de la répartition des richesses, Dumont avait "parlé d'une diminution des consommations somptuaires au profit des équipements collectifs et d'un minimum pour l'ensemble de la classe ouvrière française et spécialement des travailleurs immigrés".

Depuis les années 1970, la référence aux ouvriers, à la classe ouvrière, est passée de mode, comme le soutien de principe, l'obligation morale d'être de ce côté. Ce qui ne fait pas croire à la fin des injustices. Et Waechter de juger nécessaire de "résorber les situations d'exclusion et d'injustice qui empêche la formation d'un consensus" (1990). Mais comment le faire à travers un consensus électoral ? Des écologistes, dans une "base programmatique" qui n'a pas convaincu à l'AG de novembre 1993 des Verts, Waechter a estimé que "s'ils veulent mobiliser demain 20 % des électeurs, ils doivent s'adresser au patron comme à l'ouvrier"...

Le vocabulaire est d'un usage délicat, plus encore quand les idées ont une force qui vient de loin. Certaines idées seraient-elles de trop ici ? En 1979, nous discernions derrière l'hyperbole révolutionnaire un centrisme, et sous l'aspiration à un avenir de rupture radicale un fond de pensée idéologique propre aux classes moyennes. En 1989, nous mettions en cause la naïveté que recèle et que révèle la solution proposée du partage du travail et des revenus confondu dans l'écologisme politique avec un partage des richesses : car c'est proposer comme solution la question sociale non résolue à ce jour, celle du mode de répartition des richesses que la société semble hésiter désormais à se poser pour ne plus raisonner qu'en termes d'assistance sociale. Idée à contretemps ? Pour le moins à contre-emploi pour un courant politique représentatif des classes moyennes (de par ses animateurs, ses membres, ses électeurs, comme l'ont montré toutes les études sociologiques). "Parti intellectuel des couches moyennes petites-bourgeoises" n'ayant "pour assise

aucune classe ou couche nettement définie en termes économiques", les Verts "ne peuvent pas défendre des objectifs de redistribution sur la base d'intérêts économiquement déterminés, comme le faisaient les partis socialistes traditionnels, mais uniquement à partir de l'exigence idéologique et morale qui les anime" (dixit Joachim Müller, député des Grünen, lors de notre colloque de 1985 à l'École normale supérieure de Paris). Mirifique disposition, qui risque de mystifier. Les classes moyennes auraient plus à craindre qu'à espérer d'un bouleversement socio-politique radical, et le sachant elles mesureront leur action sinon leur discours. Il y a non seulement un problème de terminologie, nonseulement un problème d'idéation, mais encore et surtout un problème de base sociale. Ce problème est éludé dans l'incantation, une incantation nécessaire parce qu'elle répond à une logique.

*Un double héritage, oublié à droite et à gauche.*

*Comment se retrouvent aspirations et moyens de les exprimer.*

Le raisonnement de Dumont/Waechter (pages 37-38) relève de la logique de l'écologisme politique, une logique tributaire d'un double héritage idéologique. Si "ni droite ni gauche" est une formule à laquelle on peut trouver plusieurs sens, l'un des plus clairs est qu'il est difficile d'assumer un double héritage oublié par de légitimes héritiers : un héritage délaissé à droite au nom du profit, un héritage délaissé à gauche au nom du réalisme. Ce double héritage n'est pas peu de chose : ce sont les objectifs mêmes du conservatisme et du progressisme. Le but du conservatisme était de maintenir une société stable dans un monde stable; le but du progressisme était de changer de société dans un monde en mouvement; le but de l'écologisme politique serait de changer de société pour un monde stable : de construire une autre société pour conserver un environnement stable. Pour conserver la nature ? Oui, si par ce mot suridentifié on entend la nature en grande partie transformée par l'homme au cours des siècles, non, si on entend par là une nature vierge à retrouver. Il s'agit du monde physique connu dans ce qu'il a de plus favorable à la vie (par exemple les forêts, qu'elles soient d'origine humaine ou pas), non d'une nature préadamite : contrairement à ce paraissent croire certains contradicteurs des écologistes (vaguement encouragés par quelques ambiguïtés qui au sein de l'écologisme politique relèvent largement de l'incantation), il n'y a pas (ou si peu) de pensée politique pour la

nostalgie. Les écologistes ne proposent pas un retour au passé d'avant la révolution industrielle, mais un recours à une combinaison d'idéaux jadis antagoniques, et que le devenir de la révolution industrielle avait fait délaissé. Le changement social pour un environnement stable, la transformation du monde social pour la conservation de la planète : où, par qui et quand a été posé ce principe de théorisation ? En France, par Pierre Fournier, dans celui de ses articles intitulé "La gauche et l'écologie"; c'est l'ensemble de ses textes publiés de 1969 à 1973 qui engageait dans cette voie du dépassement des contradictions antérieures. Nourrie par la fréquentation de la contestation passéiste du changement, du progrès technique, dans le naturisme, l'hygiénisme de groupes sectaires français plutôt réactionnaires, et par un aperçu sur une "nouvelle gauche" américaine qu'il perçut comme intégrant la "revendication écologique", la pensée de Fournier serait-elle allée au-delà si "Le Jules Vallès et le Daumier" de l'écologisme (Lalonde et Simonnet, 1978) n'était pas mort peu après le lancement de La Gueule Ouverte ? Il n'est pas sûr que cet adepte d'une révolution personnelle, intérieure avant tout, se serait passionné pour un développement théorique bien loin de ses goûts. Il est certain que si un principe de théorisation a été posé par lui, il n'a été repris par les animateurs de l'écologisme politique que sous une forme incantatoire.

L'idée de fournir des habits neufs, un costume progressiste, à ce que Fournier rappelait être les "vieilles valeurs" préindustrielles pouvait-elle donner une sorte de point de départ pour une utopie ou pour un projet politique ? C'est bien là que devait mener l'analyse quant au devenir des idées empruntées à la pensée socialiste. Une réponse s'impose : la nostalgie n'étant pas un projet, si projet il devait y avoir ce serait celui du mouvement progressiste dans lequel s'engageraient les écologistes. Mais le monde stable ? Il est si inaccessible à la pensée de l'ère industrielle que Waechter parvient à en discerner des bribes comme un équilibriste plutôt que comme un économiste : "Au sens cybernétique du terme, il s'agit d'une économie stationnaire, faite de fluctuations autour d'un niveau d'équilibre

qui n'exclut pas l'évolution : des secteurs d'activités peuvent croître quand d'autres décroissent" (1990). Songeant aux problèmes d'organisation à l'échelle mondiale dans cette perspective, à la complexité des phénomènes économiques et aux résultats de la planification dans les pays mêmes où elle était devenue un dogme, à la difficulté d'établir une relation d'équilibre dans les effets des activités humaines entre le court, le moyen et le long terme, et essayant de rattacher la pensée waechtérienne à un idéal de participation sociale allant du bas vers le haut, il est impossible de ne pas ressentir quelque vertige. La croissance zéro globale faite d'une addition perpétuellement à refaire de croissances et de décroissances partielles (sans doute sans effets fâcheux sur l'environnement pour les unes, sur le social pour les autres ?) est une belle invention, mais il est probable qu'on n'en abusera pas. Plus sérieusement, une autre réponse s'impose : les sociétés utopiques étant des univers figés dans la stabilité comme dans de la glace, si société stable il devait y avoir comme but ce serait du côté de l'utopie qu'il serait tentant de le classer. Le système de valeurs des écologistes ferait donc en quelque sorte se rejoindre projet politique et utopie ? Mais le double héritage qui fonde l'écologisme politique ne saurait le structurer idéologiquement sans un travail théorique dont la question de la possibilité même devrait être envisagée\*. Comment concevoir une stabilité de progrès, l'expression pourrait-elle être autre chose qu'un oxymoron idéologique ?

---

\* Chez les Verts particulièrement (mais on y rencontre des praticiens de la vie associative et politique plutôt que des théoriciens, ce qui est à relier à une grande défiance vis-à-vis des "intellectuels organiques"). Peut-être certains ont-ils déjà conclu, sans le proclamer, à l'impossibilité ? Dans nos travaux menés depuis 1974, nous avons montré que : le mouvement écologique se compose d'éléments variés; le discours écologique comprend plusieurs niveaux de genres différents, il est multiple et contradictoire; l'écologisme englobe des idées aux origines diverses et aussi des actions multiples. Une synthèse permettra-t-elle un jour de dégager d'apports idéologiques hétérogènes une vision claire de la société ? Le mouvement écologique est demeuré dans un brouillement idéologique qui correspond à un syncrétisme inabouti, au discours fonctionnant comme une dialectique inachevée — par juxtaposition sans synthèse —. (Voir Allan Michaud, 1979, et 1989 pour une synthèse des principales analyses, avec les références.)

Comment faire se rejoindre projet politique et utopie ? Le lecteur aura constaté que ce texte a déjà fait répondre les écologistes à la question en montrant comment l'écologisme tire un trait sur l'opposition entre "socialisme utopique" et "socialisme scientifique" - et, avant l'écologisme, l'histoire - (pages 22-25). Il y aura eu combinaison des deux : interpénétration, échanges, prolongement (comme le montre la lecture de Marx et Engels par Dangeville, 1976); et entre les deux se sera trouvée l'expérience déterminante des "utopies pratiquées" du XIX<sup>e</sup> siècle : la contre-société qu'elles imposèrent réalisa un socialisme transposable et généralisable. On peut trouver curieux que dans plusieurs pays (l'Allemagne, le Canada, la France, le Brésil même...), les idéaux écologistes aient retrouvé la séparation qu'avaient connue les idéaux socialistes entre le champ socio-économique (coopératives ouvrières de production et de consommation) et le champ politique, particulièrement le terrain électoral (structuration en partis). On peut trouver curieux que le mélange d'intérêt et de réserve à l'égard des "utopies pratiquées", aujourd'hui (dans celui des textes fondateurs des Verts dû à Roger Fischer) comme hier (chez Karl Marx ou Elisée Reclus), ait été sensiblement le même. On peut trouver curieux que l'écologisme ait retrouvé une voie syndicale avec la mobilisation associative sur le terrain, que sa voie politique ait réitéré une hésitation entre refus et vouloir du pouvoir politique \*, entre refus et vouloir de l'Etat, entre utopie et projet politique qui marquèrent la pensée socialiste. On peut trouver normal que des courants d'idées retrouvent des moyens de s'exprimer, de se structurer, on peut trouver logique qu'une aspiration à la désaliénation de l'homme soit perdurable, et qu'il y ait concomitance et correspondance des deux phénomènes. Souvenirs, réminiscences ? Il y a des deux. Si l'écologisme retrouve le fleuve du socialisme, ce n'est pas sans confusion (plus grande, plus grave qu'au siècle dernier). Tantôt est prônée la disparition de l'Etat, tantôt son renforcement, sans plus de recul à l'égard de ce qu'il y eut de plus utopique dans le projet socialiste qu'à l'égard de ce qu'il recélait de

\* Dans le "projet politique" de 1978 du Mouvement Ecologique était dénoncée l'idée que la prise du pouvoir politique permettrait le changement : "Nous participons aux élections par tactique, ce n'est aucunement notre stratégie" (Vers une société écologique aujourd'hui, Le Sycomore, 1978). Cela le deviendra, ce qui n'empêchera pas Waechter de dénoncer l'"impuissance gouvernementale" correspondant au "pouvoir formel" (1990), les Verts voyant dans la prise du pouvoir d'Etat "un moyen nécessaire" dépendant, pour être efficace, de l'existence d'une "majorité culturelle" (AG de Saint-Brieuc, 9-11 mars 1991, in Tribune des Verts, février 1992, supplément au n° 18).

plus réaliste dans le genre répressif : le point de départ pour la société idéale doublement non réalisée (comme société utopique et comme société réelle) de la société sans classes et sans Etat due à la prise du pouvoir par le prolétariat, dans le premier cas; le point de départ pour la société stalinienne dans le second cas. "Sans plus de recul" n'est-il pas exagéré ? Oui et non.

Oui, dans la mesure où les écologistes ont dénoncé l'utopie, et le projet politique de société, comme trop contraignants par avance. Non, dans la mesure où ils sont revenus implicitement sur la dénonciation.

*Du refus de la société idéale à la succession de deux logiques (macro contre micro) ... et à l'acceptation du capitalisme.*

A l'égard d'une description de la société idéale, on a rencontré chez les écologistes beaucoup de réticences, voire de résistances : "Nous ne vous décrivons pas la société idéale. Car c'est à vous tous d'en décider", annonça le manifeste électoral de 1974 (Dumont, 1974). Comment empêcher que pointe l'idée, "l'erreur, pour nous", dira Lebreton, que "l'écologie propose des remèdes infaillibles, elle peut donc imposer sa dictature" ? Citant l'écrivain allemand Carl Amery (un des futurs candidats aux élections européennes de 1979, sur la liste préfigurant la création des Grünen), avec un extrait d'un livre traduit en français en 1976, Lebreton s'inquiétait qu'à vouloir définir les vrais besoins, l'écologisme n'en vienne à faire dresser un nouveau Saint-Office contre les citoyens (1978)... Et Simonnet d'établir un réquisitoire complet qui précise l'état de la pensée des écologistes en la matière.

"Les écologistes se refusent (...) à établir les plans d'une société idéale, craignant de s'engager dans un cul-de-sac dogmatique, qui imposerait un monde figé, aux rouages merveilleusement huilés, un monde sans histoires ni propre histoire, un monde qui s'interdirait tout futur. Au contraire, l'écologisme exige un monde en évolution, un monde qui se cherche, mais qui ne parvient jamais à son terme, car l'utopie du bonheur parfait n'est qu'un rêve de dictateur" (1979, 1982).

Tout n'est-il pas dit ? Et non seulement à l'égard de l'utopie mais encore à l'encontre de tout projet politique ? Car celui-ci ne saurait être épargné, comme l'a fait entendre Dumont voyant dans le dogmatisme

le premier danger qui guetterait l'écologisme politique (in Ribes, 1978), comme l'a fait comprendre le refus implicite ou explicite de la structure de parti (dans la plupart des ouvrages cités des années 1970). Cette logique trouvera sa traduction programmatique dans l'idée "des projets de société" à définir (Lalonde in Ribes, 1978), contre l'idée d'un projet de société, contre l'"illusion qu'un modèle idéal de société puisse se réaliser" : "la pure société écologique n'existe pas davantage que la pure société libérale ou socialiste" (Lalonde et Simonnet, 1978). Cette traduction, qui dépassa largement la personne de Lalonde et l'association des Amis de la Terre, aura trouvé son expression pragmatique dans les "utopies pratiquées" de la société alternative.

"Utopies pratiquées" ? Nous reprenons l'expression de Desroche pour marquer la nécessaire confrontation de la mouvance écolo-alternative du XX<sup>e</sup> siècle avec le mouvement coopératif du XIX<sup>e</sup> siècle. La comparaison est éclairante : il n'y a nulle part de contre-modèle qui évoque une autre société en réduction, un contre-modèle aussi global que celui qu'évoquaient les "laboratoires d'expérimentation sociale" d'antan. Rappelons brièvement que dans sa jeunesse le mouvement coopératif a largement participé à la parturition d'une société différente, à la fois en proposant des images précises d'organisation sociale nouvelle (images constituées dans un échange entre théorie et pratique), avec la preuve de leur crédibilité parfois à une échelle assez grande; en préparant les mentalités à l'idée d'un nécessaire changement de la société - idée qui sera relayée, précisée, amplifiée dans l'action politique -; en contribuant à former des cadres militants du mouvement ouvrier. Si le discours écologique a fourni une ligne de pensée à l'aspiration vers l'utopie d'une société alternative, celle-ci aura été laissée dans le vide par la majorité des acteurs du courant politique. Il y a simple rêve d'une société plurielle idéale, dans l'ignorance de ce qu'elle serait précisément comme du processus qui y conduirait. Nous concluons à l'utopie totale d'une société impensée (impensable ?). Ironie. C'est d'une utopie invisible qu'il

est question ici, avec l'idée d'une société non seulement imaginaire, mais encore inimaginable, avec pour seuls contours ceux des fantômes d'utopies passées (Allan Michaud, 1989).

La volonté de "proposer des choix originaux" plutôt qu'un projet de société se retrouve dans un ouvrage de Lalonde paru au début de 1981, mais une autre logique domine largement chez le candidat de tous les écologistes aux Présidentielles qui vont suivre. C'est celle de la macropolitique pour une macroéconomie, liée à la recherche d'une crédibilité sur le terrain des partis traditionnels. La micro-politique pour une micro-économie passera à l'arrière-plan du discours écologique grâce auquel s'était imposée cette autre logique\*. "Où allons-nous ? Vers le pouvoir ! (...) c'est celui de faire quelque chose", proclame le futur ministre de l'Environnement (1988-1992) (Lalonde, 1981). La candidature aux élections est devenue l'intervention privilégiée. Evolution significative : la candidature électorale visant à l'expression, puis à la pression, est devenue candidature visant à la gestion. Cette évolution n'est pas sans liens avec l'émergence de partis. "Toute la difficulté de l'entreprise écologique sera de prétendre remplacer les partis sans en créer un à son tour, de faire de la politique sans se laisser enfermer dans le champ clos de la politique professionnelle et spectaculaire. Une gageure" (Lalonde et Simonnet, 1978). En effet. C'est l'état d'esprit qui autant que le parti est en cause. De la structure électorale "biodégradable" de 1981 (la dernière du genre) à la création du parti français des Verts en 1984, puis d'une structure lalondienne en 1990 (Génération Ecologie, largement ouverte aux militants des autres partis), et jusqu'à l'"Entente des écologistes" (accord Verts-GE) pour les Législatives de 1993, l'écologisme politique fleure de plus en plus le réformisme. Améliorer ce qui est plutôt que de bouleverser. C'est l'époque. La normalisation ne semble guère laisser le choix qu'entre plusieurs genres

\* Les deux logiques préexistaient en fait. L'idée d'une politique à la Janus était implicite dans la conférence de presse tenue le 11 avril 1974 par René Dumont. Il jugeait nécessaire d'un côté la déprogrammation des citoyens par l'auto-organisation, et de l'autre la résolution des problèmes dans leur synergie par un projet global de société (Le Monde, 14-15 avril 1974). Ce dualisme est celui du candidat de 1974 (lequel en 1977 se déclarera d'"inclination libertaire" en n'étant "pas réellement" anarchiste car croyant à la centralisation), mais au-delà celui du courant politique : il se retrouvera chez les Verts réunissant deux structures antérieures sans choisir entre leurs conceptions, l'une "plus centraliste et plus classique", l'autre plus "régionaliste" et "mouvementiste" (selon le rappel de Didier Anger dans Tribune des Verts, septembre 1993).

de réformisme, et encore le conformisme ambiant ne plaide-t-il pas pour le plus "radical" possible... Des journaux militants sont le reflet d'un trouble, d'une inquiétude, et font le procès d'une "politique autrement" qui n'empêche pas et les luttes de pouvoir et l'électoralisme et la tentation de l'"avant-garde éclairée". Le malaise assombrit les dernières réflexions de la publication Ecologie-Infos qui disparaît en 1992 (c'était un ancêtre dont la première mouture remonte à janvier 1973), et envahit tellement les colonnes de Silence (publication de tendance libertaire née en 1982) que son fondateur, qui a quitté les Verts, essaie de lui mesurer la place. Le journal interne du parti, la Tribune des Verts, publie des critiques de la base qui constituent un exutoire au malaise en le confirmant, et le renouvellement annuel qui atteint jusqu'à 2 000 membres dans un parti "passoire" qui en compte entre 4 324 (AG de novembre 1989) et 5 700 (AG de novembre 1992) est un bon révélateur de la situation française.

L'évolution n'est pas circonscrite à la France, et l'analyste allemand Joseph Huber nous confiait, en 1989 (à propos du thème de notre séminaire à la Fondation nationale des sciences politiques de Paris), ne pouvoir désormais distinguer autre chose dans les Grünen qu'un parti réformiste de gauche, ce qui avait fait quitter le parti quelques années auparavant à Rudolf Bahro, militant bien connu de l'extrême gauche "fondamentaliste" des Verts. En 1993, la quatrième priorité définie du côté allemand sera : "La politique écologique doit être intégrée à l'économie" - avec révision des modèles de développement - ("Rencontre Bundesvorstand Die Grünen - CE Les Verts - Strasbourg, lundi 24/05/93", note de Cochet pour le CE des Verts français). Intégration, quelle intégration ? Pas plus qu'en France, celle-ci ne semble sonner le glas du capitalisme.

En France, il y a eu dialogue privilégié de militants associatifs d'un écologisme gagné au libéralisme avec un pouvoir étatique issu des partis de gauche en 1981, et poursuite par le parti des Verts du rêve d'un écosocialisme idéal (Allan Michaud, 1989); après quoi les Verts se rallieront à leur tour, au moment où s'annonce une nouvelle "mode écologique", à "l'économie

de marché (...) cadrée par une démocratie qui permet à chaque citoyen-ne de contribuer à sa maîtrise" (motion majoritaire de Waechter à l'AG de novembre 1989). Du livre publié par Lalonde en 1981 à celui publié par Waechter en 1990, s'exprime la même foi dans le marché, dans le rôle du consommateur appelé à la royauté régulatrice traditionnelle, et dans des mécanismes de contrôle démocratique du marché, "le marché régulateur et régulé" comme dit Waechter. Avec un Etat "minimum" (Lalonde), coordonnateur (Waechter), "mutuelle" (Cochet). Entre pôle écolibéral à la Lalonde et pôle écosocialiste à la sauce verte, la frontière n'est pas si facile à tracer, jugions-nous avant les nouveaux éléments précités de 1989-1990; il faut dire que, avant de voir apparaître chez Waechter l'espoir d'une union sacrée, de l'agriculteur au banquier, "pour trouver les voies de l'intérêt de l'espèce" (1990), on avait déjà lu en 1975 un appel de ce genre sous la plume de Roger Fischer, un des animateurs de l'écosocialiste Mouvement Ecologique, futur auteur d'un des quatre textes fondateurs des Verts (et plus précisément de l'introduction aux trois textes d'orientation); on avait même lu des réactions peu amènes d'autres écologistes à ce genre d'appel (Allan Michaud, 1979). Le propos n'est donc pas directement lié à un changement d'époque : mais cela y contribue certainement.

Pourrait-on comprendre autrement que Dumont qui rêva tant de "socialisme à visage humain" (1977) puisse se voir citer plaidant pour un "capitalisme honnête", qu'il faudrait faire "contrôler", "ordonner" par l'Etat, pour l'"équilibre entre l'intérêt collectif et le profit individuel" (in Besset, 1992) ? Après avoir défini l'écologisme socialiste comme "résolument contre l'économie productiviste, contre l'économie de profit, résolument contre l'économie capitaliste" (au Grand Jury de RTL, 1974), avoir bien insisté sur la dimension "anticapitaliste" (1977), Dumont aura conclu que "c'est la logique économique fondée sur le cycle du profit qui doit être brisée" (in Ribes, 1978). Mais il reconnaît le "jeu utile" du marché... avec des limites difficiles à préciser (in Besset, 1992); dès 1977, ne jugeait-il pas le capitalisme "plus souple" grâce aux "méthodes de correction automatique des erreurs" dont l'absence constituerait le "drame du socialisme" ? C'était moins dans l'air du temps que la dénonciation du capitalisme, à laquelle participe sa conclusion de 1977 : le capitalisme y paraît à bout de souffle. "Le capitalisme qui tire à sa fin apparaît désormais incapable de venir à bout du chômage et de l'inflation", voilà qui sonnait bien sous ce titre significatif : Seule une Ecologie socialiste...

Avec les années 1980, ce sera vraiment un changement d'époque\* , même si - c'est une litote - le capitalisme ne vient toujours pas à bout du chômage.

Non-théorisation et refus de la technocratie verte.

En 1974, Dumont s'était déclaré convaincu qu'"un jour les défenseurs de l'environnement prendront le pouvoir, lorsqu'ils auront élaboré en commun un programme économique, et donc politique, permettant de sortir de la société de profit qu'entraîne l'économie de marché" (Le Monde, 14-15 avril 1974).

Selon Besset, il juge timoré le programme électoral des Verts, et le biographe, qui utilise aussi le mot mollesse, l'expression manque de clarté, n'est pas loin d'affirmer que Dumont n'aurait accepté de laisser figurer son nom sur des listes électorales des Verts dans les années 1980 qu'à cause de la concurrence de Lalonde dont le comportement mériterait des qualificatifs encore plus durs (division, carriéristes, électoralisme, ambiguïtés) (1992). Le fait est que, des fausses audaces quant à la redistribution des richesses à une vraie timidité quant à celle-ci (et nous n'en excepterons pas le programme de 1974), les embryons successifs de programme de l'écologisme politique n'ont pas débouché sur grand-chose. En tout cas pas sur un projet politique. La transition manque, au sens marxiste du moins : le projet marxiste prévoyait des mesures de transition au communisme final (appropriation de la rente foncière par l'Etat, par exemple), mais elles ne seraient telles que dans la mesure où elles seraient appliquées non par la bourgeoisie (comme le furent les idées saint-simoniennes débouchant sur le Crédit mobilier), mais par le prolétariat : c'est la dictature du prolétariat qui constituerait la transition (et qui ne serait que cela : "cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes" ; lettre du 18 mars 1852 de Marx à Weydemeyer, citée par

\* Un changement d'époque illustré par exemple par le fait qu'en Chine dite communiste soit envisagé l'établissement d'une "économie socialiste de marché", dans les années 1980-1990... Rappelons que Dumont avait, au nom des écologistes, déclaré préférable à la "société hiérarchisée" soviétique le "modèle de déhiérarchisation" de la société chinoise (comparaison reposant sur celle de la petite industrie chinoise — qui "permet à tous les travailleurs de participer aux décisions" — avec la grande industrie soviétique et son capitalisme d'Etat (Dumont au Grand Jury de RTL, 1974). Il allait reconnaître que si cette "nouvelle forme de socialisme" avait "réussi dans une large mesure, notamment dans le développement agricole", et "respectait bien mieux la paysannerie" (que les régimes de l'URSS), très vite il lui trouva les mêmes défauts qu'il condamnait dans les pays de l'Est, et en faisaient un socialisme non "satisfaisant", ne tenant "pas suffisamment compte des volontés des masses"; il constatait d'ailleurs que l'"excellente expérimentation" des petits hauts fourneaux de campagne conduisit à une "catastrophe économique" parce que "le Grand Bond demandait à tout le monde d'improviser partout" dans de mauvaises conditions (Dumont, 1977). Rappelons que le Dumont qui proclamait : "ce à quoi je n'ai jamais cru, (...) c'est à la perfection du système de l'économie << libérale >>" (1977), est aussi le Dumont qui, "pacifiste, a retenu une façon de l'armée : << Il faut toujours tenir compte du terrain et des circonstances, me répétait mon lieutenant, et il avait raison >>" (cité par Besset, 1992).

Dangeville, 1976). Que sont les transitions des Verts ? Sont présentés sous ce nom le partage du travail et des revenus (Travaillons tous, vivons mieux, gaspillons moins, 1985), et le maintien des seules forces armées conventionnelles (fascicule "Les Verts et la défense", Présidentielles de 1988). Même si d'autres exemples pouvaient être cités, ce n'est pas l'addition de telles mesures qui constituerait la transition à une société écologique\*. Et c'est d'autant moins étonnant que l'image de celle-ci est plus que vague. Comment atteindre une société que l'on perçoit mal ? Moins inégalitaire, bénéficiant d'une défense civile non-violente, restreignant la consommation globale, à commencer par celle des armes (nucléaires, chimiques, bactériologiques), cette société ferait le choix d'une moindre pression civile et militaire sur l'environnement des hommes avec l'objectif de faciliter leurs conditions de vie en même temps que de survie. Et après ? Malgré ce trousseau de clefs l'écologisme politique ne nous conduit pas à une porte ouvrant sur un dessein aussi fort que celui de la société communiste, et il n'en propose ni modélisation à petite ou à grande échelle,

\* Les embryons de programme élaborés à l'occasion d'élections successives par les structures de l'écologisme politique ne constituent pas un projet. Et ce d'autant moins que la réserve à leur égard est grande chez les membres, voire chez les animateurs du courant politique : nombreux sont ceux qui sont tentés d'en faire une lecture personnelle, et de faire des propositions une interprétation large ou restrictive. A cet égard, "Les réflexions de Gérard Straumann" (Montpellier) concernant le contenu de "L'Entente des écologistes" pour les législatives de 1993 (Verts-Génération Ecologie), publiées dans le dossier électoral Les Verts en verve destiné aux vingt et une circonscriptions du Languedoc-Roussillon, sont éclairantes. Après avoir étudié ce "produit de grande série pour consommateur pressé" et souligné une hésitation chez les Verts à "tirer toutes les conséquences" de certains points, Straumann conclut : "Y a-t-il deux Verts d'accord sur cette synthèse ? Et, encore mieux, deux Verts et deux GE tous les quatre d'accord avec cette synthèse ? C'est là que commence le travail politique" (supplément à Aude-Echos, janvier 1993).

Il est intéressant de rappeler que la multiplicité d'un mouvement contradictoire n'a paru s'appuyer que "sur quelques grands principes assez flous" à une importante publication militante, APRE / hebdo (Allan Michaud, 1979); que le "point commun" de la base électorale de l'écologisme politique, tel qu'il était défini par Lebreton, était négatif : "le refus de ce que nous offre la société actuelle, non seulement comme cadre mais comme idéal de vie" (1978); que le candidat de l'ensemble des écologistes aux Présidentielles de 1981, Lalonde, parlait de "double langage" obligé dans les élections avec l'exemple du "programme" qui tend à recouvrir toute la réalité sociale : "si, une fois élus, les écologistes appliquaient ensuite ce programme maximum ils seraient en contradiction avec eux-mêmes puisqu'ils favoriseraient un Etat qui fait tout alors qu'ils sont partisans de l'Etat minimum (...) Entre l'impuissance et le reniement, il faut trouver une troisième voie subtile" (1981).

ni voie d'accès socio-politique. Ni utopie globale ni "utopies pratiquées" suffisantes, ni projet ni véritable transition\* : les Verts sont loin de l'utopisme comme du marxisme. L'idéal aurait voulu qu'un travail théorique fût mené pour l'élaboration d'un projet, que des expériences fussent conduites en relation éventuelle avec la conception d'une utopie, que l'un allât de pair avec l'autre pour donner des contours à la société écologique annoncée comme but par des militants successifs. La réalité aura été vingt-cinq ans de non-théorisation et d'expériences des plus limitées, de brouillement idéologique des plus intenses.

La vérité est que l'idéal précité ne faisait pas l'unanimité chez les écologistes; ou que peut-être il aurait réuni une unanimité contre lui. Ni Marx ni Utopus aurait pu être le mot de désordre d'une génération de militants d'après Mai 1968, le cri de ralliement des adversaires de l'embrigadement idéologique. Le nom de Marx n'est pas spécialement à l'honneur chez les écologistes, et surtout ce qu'il a servi à recouvrir. "Les marxistes ont accepté, au nom du marxisme comme politique, des aliénations que le marxisme devait rejeter et rejette comme philosophie." C'est le philosophe marxiste Henri Lefebvre qui a dressé ce bilan d'un idéal devenu pour beaucoup une duperie, au point de faire se demander si la démocratie bourgeoise ne vaudrait pas mieux (1958). Des intellectuels d'origine marxiste intéres-

- \* Le livre-programme de 1974 reprenait, entre autres textes de la campagne électorale des Présidentielles, des "Esquisses de Dumont à piocher pour le programme". Après un certain nombre de critiques, venait une conclusion suivie de considérations en découlant : "Tout cela nous amène à envisager un projet global de société transformée de fond en comble, par étapes successives qui restent certes à mettre au point". Parmi les opérations nécessaires pour aller en ce sens :
- " — Etude des structures socio-économiques et politiques de la société capables de mettre en oeuvre un tel programme (auto-organisation, auto-gestion).
  - " — En attendant, établissement d'un programme de transition vers la société écologique" (Dumont, 1974).

Vingt-cinq ans après le lancement d'un discours écogauchiste par Fournier, qui posa comme nous l'avons vu un principe de théorisation (page 38), où en sont les Verts ? La question a été posée au sein même du parti, y compris chez d'anciens proches de Waechter : par exemple Andrée Buchmann, porte-parole essayant de faire émerger à l'AG extraordinaire de juin 1993 un courant voulu central plutôt que centriste pour "un nouveau souffle" : "Cela nécessite d'élaborer sérieusement la pensée écologiste, un programme" (Les Réalités de l'Ecologie, septembre 1993); elle retrouvait ainsi une réflexion de Guy Cambot (secrétaire national du parti de 1988 à 1992, jusqu'à sa démission en raison du non-accord avec le PS et le centre-gauche, "nos alliés naturels", pour les Législatives de mars 1993, non-accord jugé suicidaire). "J'ai souvent pensé que notre pensée était un peu disparatée", avait dit Cambot, cité après Cochet : "Nous avons des convictions plus que des concepts" (Libération, 31 mai 1989). Buchmann et Cambot contribueront au changement de majorité intervenu chez les Verts à l'AG de novembre 1993.

sés par l'écologisme, voire ayant choisi d'adhérer aux Verts, craignent d'ailleurs parfois d'y voir se développer un semblable antagonisme entre philosophie et politique. Comment y échapper ? Sûrement pas en refusant le soutien d'une armature théorique. Car c'est de ce refus que naît une contradiction entre le fait d'hypostasier l'"autonomie conceptuelle de l'écologie" (Waechter cité par Besset, 1992) et la reconnaissance que "la pensée écologiste n'a pas encore atteint sa pleine maturité" (le même Waechter dans sa préface à Brodhag, 1990); c'est la porte ouverte à tous les apports, et ce d'autant plus qu'ils sont attendus explicitement par des militants comme Waechter : "Puissent (...) les oeuvres des intellectuels alimenter la recherche d'une nouvelle vision du monde" (*ibid.*).

Preuve d'ouverture ou aveu d'impuissance (au moins théorique) ? Et n'y a-t-il pas risque de voir l'écologisme politique céder à des influences dangereuses ? La question a été formulée déjà, surtout à l'occasion de prévisions électorales heureuses pour les Verts. La réponse a toujours été simpliste plutôt que claire, relevant souvent d'un apriorisme plutôt que d'une véritable étude, et tributaire d'intérêts pas forcément scientifiques. Ce qui a été interrogé n'avait d'ailleurs que rarement de rapport avec l'écologisme politique, ses textes et ses animateurs successifs.

Il est vrai qu'existe le risque de transformation d'une vision globalisante en une pensée totalisante pouvant difficilement ne pas devenir totalitaire. On trouve clairement exprimé chez des écologistes importants la crainte qu'une technocratie ne fasse porter ses efforts en ce sens. Comment ne pas citer le rêve d'un écosystémisme qui a fait penser à certains qu'il y aurait là "le risque de l'idéologie" (Faivret, Missika et Wolton, 1980) ? S'agissant de cette tendance, extérieure à l'écologisme politique et de façon plus générale au mouvement écologique, les textes qui l'expriment relèvent d'un discours écologique général, non limité au militantisme; si leur principal porte-parole français, Joël de Rosnay, s'estime aussi écologiste qu'un animateur de parti ou d'association spécialisé, c'est qu'il n'existe pas d'appellation contrôlée,

situation qu'avait déjà connue le socialisme (comme l'a rappelé Alain Lipietz \*). Quant à l'attitude des écologistes, elle hésite entre l'intérêt et la dénonciation. On retrouve là la tentation d'intégrer des mots et formules susceptibles de servir la cause (comme nous en avons vu des exemples pages 34-35), mais le cas de l'écosystémisme est plus complexe, rêve d'organisation sociale calquée sur l'organisation naturelle grâce à la théorie des systèmes. C'est l'idée d'une régulation de la vie terrestre organisée pour la société conformément à l'autorégulation naturelle. L'attitude des écologistes a-t-elle toujours été sans ambiguïté ? Nous dirons plutôt qu'elle n'a pas toujours été sans naïveté, ce qu'illustre un numéro de L'Envert du Nord (Lille) sur "La face cachée de l'écologie" : "Comme Monsieur Jourdain, les écologistes font de l'analyse systémique sans le savoir" (4<sup>e</sup> trimestre 1978, n° 15). Mais, s'agissant de l'hypothèse d'une incompatibilité entre écosystémisme et démocratie (incompatibilité évidemment niée par de Rosnay), on peut accorder quelque crédit aux écologistes. La base de leur engagement contre le système en place réside en effet sur l'idée que les élus politiques sont dépossédés de fait du pouvoir qui leur est confié par les électeurs, dépossédés par les technocrates. La recherche d'un renforcement de la démocratie n'apparaît donc pas comme une déclaration de principe contestable a priori, la société qu'ils contestent étant celle, selon la formulation de Waechter, de l'"adémocratie". D'où la proclamation, dans le numéro précité de L'Envert du Nord, qu'"une société informationnelle démocratique est possible", et la volonté de Waechter d'axer son propos sur le renforcement de la démocratie, grâce à la pensée écologiste, contre le risque d'un "nouvel ordre (...) autoritaire", même si ce porte-parole des Verts se laisse bercer par le vocabulaire d'une "cybernétique sociale" (1990). Quelques imprudences de militants sans

\* A propos des "socialismes non socialistes". C'est ainsi qu'il essaie de s'expliquer l'intérêt pour un écosystémisme qualifié de "philosophie spontanée de l'écologie post-moderne" (Alphandéry, Bitoun et Dupont, 1991) : "J'avais été choqué de lire, dans L'Equivoque écologique d'Alphandéry et Bitoun (La Découverte), qu'un courant incarné par Joël de Rosnay faisait aussi partie de l'« écologie »" (in Le Nouveau Politis / La Revue, hiver 1992, n° 1). On trouve une présentation du "réductionnisme" systémiste dans cet ouvrage, qui renvoie pour une critique complète à L'Illusion écologique (Faivret, Missika et Wolton, 1980), ainsi qu'à Guy Bénéty, auteur de plusieurs textes sur la question (1990). Plaidant "Pour une nouvelle culture de la complexité", de Rosnay demande : "Cet homme politique est-il aussi écologiste que ce philosophe partisan de l'approche systémique des grandes régulations ? Et d'où vient la légitimité écologique de certaines personnalités médiatiques associées, sur le petit écran, à la vie de l'océan ou aux colères des volcans ?" (in Le Monde diplomatique, 1990).

grande culture politique, heureux et flattés de sa voir apporter des arguments par Le Macroscope de Rosnay (1975), ne doivent pas empêcher de constater que le risque est dénoncé, parfois par les mêmes militants. Il est d'abord relativisé : Simonnet intègre favorablement le "regard systémique" dans la pensée écologiste, mais comme instrument d'étude, en jugeant "complémentaires" les approches analytique et systémique. (Sans contradiction avec de Rosnay, 1990 : "L'approche systémique, fille de la cybernétique et de la biologie, vient compléter la vision analytique héritée de Descartes.") Puis mis en cause : quand ce proche de Lalonde envisage "la société (...) vue comme un système où circulent des flux d'énergie, où se croisent des dispositifs de régulation, des réservoirs et toute une panoplie héritée de la thermodynamique", c'est pour souligner que "cette conception est vivement contestée au sein du mouvement écologique" (Simonnet, 1979). Craindra-t-il que les deux réflexions, visant un instrument d'étude dans une partie du livre et un instrument d'action dans une autre, ne soient pas mises en relation de façon suffisamment évidente pour le lecteur ? Dans l'édition "mise à jour" de décembre 1991, l'ancien militant des Amis de la Terre, futur élu de Génération Ecologie, insistera sur le rejet d'une "technocratie verte", craignant que les écologistes ne puissent empêcher le développement et que l'écologisme ne soit utilisé comme alibi.

C'est "le risque qu'en dépit des écologistes mais pourtant à cause d'eux se développe une technocratie verte qui imposerait aux citoyens des choix non concertés au nom de la planète et des nécessités écologiques. Du même coup, les écologistes renonceraient à leurs ambitions politiques, sociales, idéologiques et à leur désir d'améliorer la démocratie. Ils seraient réduits au rôle de garde-fou de la modernité" (Simonnet, 1991).

Dans l'édition de 1979, ce militant concluait de l'écologisme, "naturalisme contemporain", qu'il "parle au nom de la nature"; un surcroît de prudence lui fera abandonner ces formules dans l'édition de 1991 : il dira de l'écologisme, "humanisme de demain", que "sa primauté, sa finalité, c'est l'homme". Evolution ? Non, car l'ouvrage de 1979 contenait aussi cette formulation (mais pas en conclusion générale) : "Au fond de l'image : la nature. Au premier plan :

l'homme." En 1991, il n'y a pas évolution, mais volonté d'insister sur la recherche d'une "réconciliation nature-culture" (avant-dernier intertitre), et sur le fait que "l'écologisme est un humanisme" (titre de la conclusion). A la charnière des années 1980 et 1990, les écologistes doivent apprendre à se défier des pièges du langage... et de l'interprétation. Ce qui ne signifie pas que certains dangers soient restés inconnus auparavant : l'exemple négatif du biologisme nazi avait été cité par des écologistes une quinzaine d'années plus tôt (Moscovici in Ribes, 1978; Simonnet, 1979); quand à l'écosystémisme, il était visé assez clairement par Gorz/Bosquet déclarant que "l'autorégulation naturelle ne peut être remplacée que par un pouvoir réglementaire", et soulignant que l'écologie est une science utilisable en vue d'un "technofascisme" : "L'écologisme utilise l'écologie comme le levier d'une critique radicale de cette civilisation et de cette société. Mais l'écologie peut aussi être utilisée pour l'exaltation de l'ingénierie appliquée aux systèmes vivants" (1977).

#### *L'exaltation de la démocratie idéale. Peur et espoir.*

Que devient la critique radicale quand elle doit passer par le filtre électoral, par le filtre institutionnel ? Il doit y avoir au moins simplification du pourquoi et du comment, à la fois pour faciliter la circulation du message et pour justifier la voie choisie. D'où sans doute cette exaltation (pour ne pas dire cette obsession) de la société démocratique que l'on rencontre chez la plupart des écologistes, malgré les défauts reconnus au système représentatif. Aussi bien n'est-il question que de l'améliorer, selon le mot précité de Simonnet : l'Entente des écologistes réunissant les Verts et Génération Ecologie pour les Législatives de 1993 se fixait comme premier objectif "La démocratisation de la société française" (sept mesures proposées : voir l'encart dans Tribune des Verts, novembre 1992). La défense de l'environnement (c'est-à-dire la défense de la diversité biologique, humaine et sociale nécessaire à la richesse de la planète et des sociétés), pour les écologistes, exige une société plus démocratique (avec une représentation politique proportionnelle quand ce n'est pas le cas, et des référendums d'initiative locale pour bloquer des projets jugés dangereux). L'évolution vers une acceptation plus grande des thèmes liés à l'environnement, en même temps que vers une intégration/normalisation de la contestation qui en fit sa spécialité, est variable selon les pays (et est souvent à confirmer). Mais la simple amorce de l'évolution joue déjà un rôle. Peut-on encore croire au bouleversement de la

politique traditionnelle par la "politique autrement" ? De moins en moins. Rappelons ce qui ressortait du colloque organisé les 30 et 31 mars 1978 au Conseil de l'Europe (Strasbourg). La question posée était celle de l'avenir des partis politiques traditionnels confrontés à l'émergence et à la concurrence de nouvelles structures voulant traduire des préoccupations nouvelles ou renouvelées, et de façon plus générale de l'avenir des institutions parlementaires en démocratie. Le politicologue Jean-Luc Parodi avait suggéré une conclusion quant à la nécessité des partis dans la mesure où ils remplissent la fonction majeure de clarification des problèmes politiques. Or, si les partis traditionnels ont, plus ou moins et plus ou moins sérieusement selon les pays, intégré des thèmes ou plutôt des sous-thèmes de l'environnement (et plutôt ceux susceptibles d'avoir des débouchés économiques), les nouveaux partis à la bannière verte n'ont pas procédé à la transformation d'une aspiration plus ou moins vague en projet déterminé réalisable dans des conditions déterminées ; et ce d'autant moins qu'il n'y a ni Fourier ni Owen ni Marx/Engels d'une alternative écologiste condamnée au discours incantatoire, faute de théorisation de la relation entre question naturelle et question sociale, entre crise écologique et crise économique (une théorisation qui n'hésite pas à réactualiser l'interrogation sur les rapports entre l'Etat et le marché économique, sur la nature, le rôle de l'Etat dans la société).

On objectera que l'idéal de clarification est de moins en moins respecté par les grands partis politiques qui se contentent d'une gestion (plus ou moins) conservatrice assortie d'incantations (plus ou moins) belliqueuses... C'est vrai. Mais cela ne fait que conforter le sentiment d'une progressive intégration des Verts dans un système partisan dont la clarification n'est pas la carte maîtresse : de ce point de vue les Verts imposent une couleur qui pourrait trancher de moins en moins auprès des couleurs politiques traditionnelles. Si elle tranche encore sur la moyenne, c'est que les partis de l'écologie politique sont encore jeunes, que nombre de leurs militants sont encore des acteurs efficaces de la vie associative. Et que les écologistes sont conscients du double piège où ils ont accepté de s'engager : le piège du système de parti, au caractère terriblement intégrateur,

\* Un épisode marquant dans la perception de celle-ci aura été la candidature du Breton Yves Cochet, pour les Législatives de 1986, dans une circonscription du Nord "gagnable" en raison du mode de scrutin : Cochet étant alors le principale porte-parole des Verts, sa candidature sera considérée comme un parachutage, d'où le commentaire du Nantais Ronan Dantec : "Le problème, c'est qu'on n'arrive pas à trouver une pratique politique différente." (Voir Brendan Prendiville, 1993.) Avec le système électoral de 1986 (scrutin de liste à la proportionnelle par département, abandonné ensuite), l'Entente des écologistes aurait eu 21 députés en mars 1993 (estimation SOFRES).

et le "piège de l'environnementalisme" (selon l'expressive expression du député européen belge Paul Lannoye). Si la couleur verte ne tranche pas davantage, au risque de faire de ces partis le simple aiguillon des politiques officielles de l'environnement (un rôle utile, indispensable, mais assez éloigné du riche discours écologique originel), c'est à cause de leur (double) base. En ce qui concerne la base électorale, la volonté de l'élargir renforce la question du sens : il faudrait clarifier et la demande sociale et la réponse qu'il serait possible et/ou souhaitable de lui apporter (car sinon comment échapper au "manque d'orientation politique claire - qui - a aussi brouillé notre discours" ?, de l'aveu du délégué aux élections du CE des Verts français, après les Législatives, dans Vert-Contact du 27 mars 1993). Une hypothèse très forte est que le vote écologiste est surtout environnementaliste. Quant à la base associative, il n'est pas toujours aisé de savoir jusqu'où va la radicalisation de l'environnementalisme... A partir de ces deux éléments fondamentaux pour l'existence et le développement des Verts, on comprend que l'urgence des actions à mener puisse faire passer au second plan ce qui n'est pas réaction de défense de la société contre la pollution. C'est ainsi que de l'idée d'un monde idéalement équilibré à tous les points de vue, qui aurait pu faire rêver d'une société utopique d'harmonie absolue et de transparence totale, l'écologisme politique intégré dans les institutions est passé à un juridisme exacerbé. Au Parlement européen, les Verts de plusieurs pays recherchent le concret, dans un cadre qui se résume en une formule : protection accrue de l'environnement liée à une protection sociale accrue, dans le contexte d'une économie incitée à se réorienter vers la production de biens socialement utiles et écologiquement neutres, économie à contrôler grâce à une démocratie accrue. L'idéal est celui d'une Europe écologisée, démilitarisée, dénucléarisée, où la qualité de l'eau, de l'air et du sol ferait l'objet de garanties juridiques relevant d'un organisme indépendant. Une social-démocratie ayant le souci de l'environnement autant que le souci du social en serait une forme politique acceptable. Ce témoignage de l'écologisme politique est d'un intérêt non négligeable, même si

certains acteurs - en privé - le jugent frustrant, et craignent d'être bloqués dans une impuissance politique. Témoigner, c'est peu, disent certains, et surtout ceux jugeant une pression idéologique fondamentaliste préférable à une participation politique réformiste. Témoigner de la sorte, c'est beaucoup, affirment d'autres, et surtout ceux estimant qu'inviter à une réforme, et plus encore y participer, vaut mieux que dénoncer dans la marginalité. La majorité des écologistes semble partout pencher pour la réforme, orientation déjà envisagée à la fin des années 1970 (Dumont, 1977; Lebreton, 1978), confirmée au début des années 1990 (Dumont in Besset, 1992). Pour un courant politique invertébré, n'est-ce pas la seule option possible ?

Ce choix suffirait-il, dans le long terme, à empêcher l'avènement d'une technocratie verte contre la démocratie ? Les analyses anciennes de Dumont comme de Lebreton, et la conclusion récente du livre de Waechter, ne le laissent pas penser. "Il faut accroître l'égalité, écrivait Dumont, car une application technocratique des thèses écologistes risque d'accroître les inégalités" (1977); et Lebreton d'aller jusqu'à cette description inquiétante : "(...) l'éco-fascisme consiste à demander à l'écologie les règles d'une meilleure gestion - au niveau des pollutions, par exemple - mais à refuser les principes de redistribution des richesses ou de démocratie qu'implique aussi l'écologisme" (1978). N'y aurait-il de choix à long terme qu'entre "pouvoir autoritaire" imposé par des catastrophes et "démocratie (qui) se renforce" sous la direction des Verts (Waechter, 1990) ? On pourrait le craindre étant donné que le principe de théorisation posé par Fournier comme base de l'écologisme politique suggère une autre répartition des richesses, nécessaire pour réduire sans heurts sociaux le train de vie global des sociétés riches. Cette vision a sa logique, mais celle-ci est tributaire de visions héritées du passé, de messages idéologiques dont la récurrence force et peut-être fausse la représentation du futur. L'écologisme politique se veut progressisme, ou au moins méliorisme. Mais il n'a pas les moyens, et on peut douter qu'il les obtienne, de transformer deux problèmes en solutions, deux questions en réponses :

la question sociale non résolue à ce jour, celle du mode de répartition des richesses (voir page 41); la question politique non résolue à ce jour, celle de la mise en place d'une démocratie parfaite. Car telle est sa double proposition pour permettre la défense de l'environnement : répartir les richesses comme nul n'est arrivé à le faire, dans le cadre d'un système démocratique comme nul n'est arrivé à en instaurer. Il est probable que les écologistes se contenteront (au mieux) de participer à la gestion des sociétés réelles, d'essayer de l'améliorer\* , et que pas plus que la démocratie idéalisée dont ils rêvent n'existera la dictature fantasmée qui leur sert de repoussoir\*\* .

Quel sens donner à l'alternative entre ces deux chimères ? A travers elle, l'écologisme politique joue son rôle de réaction de défense de la société contre ses errements, ses erreurs, ses manques, en matière environnementale, sociale, politique. L'alternative proposée permet de donner l'alarme quant aux dangereuses interactions entre ces trois champs, et de laisser quelque espoir en l'homme.

\* Nous en avons précédemment donné des exemples, et détaillé celui de l'agriculture (Allan Michaud, 1989).

\*\* Ce qui ne veut pas dire que Guy Béney ait tort de dénoncer le risque de contrôle technique et politique sous le couvert d'un supposé "écologisme" visant à sauver la "matrice" grâce à une "pensée complexe", dont on se demande si elle pourrait être totalisante sans être totalitaire, et qui fait resurgir de vieilles idées : vitalisme, organicisme.

## BIBLIOGRAPHIE

- . ABENSOUR M., "L'histoire de l'utopie et le destin de sa critique", in Textures, Paris, Librairie Le Sillage, 1973, n° 6-7.
- . ALLAN MICHAUD D., Le Discours écologique, Genève /Bordeaux, Centre européen d'écologie humaine de l'université de Genève /faculté des sciences de l'université de Bordeaux 1, 1979, 2 vol.
- . ALLAN MICHAUD D., FABIANI J.-L. (sous la dir. de), Perspectives économiques et politiques du mouvement écologique en Europe (France - République fédérale d'Allemagne - Grande-Bretagne - Belgique) (Actes du colloque international organisé le 7 juin 1985 à l'ENS de Paris, Paris, Ecole normale supérieure /ministère de l'Environnement (groupe de prospective), mai 1986.
- . ALLAN MICHAUD D., L'Avenir de la société alternative (Les idées 1968-1990...), Paris, L'Harmattan (coll. Logiques sociales), 1989.
- . ALPHANDERY P., BITOUN P., DUPONT Y., L'Equivoque écologique, Paris, La Découverte (coll. Essais), 1991.
- . BÉNEY G., "(F)utilités planétaires - La citoyenneté au risque de l'écologisme global", in La Revue du Mauss, Paris, La Découverte, 2 e trim. 1990, n° 8; "Gaïa : de l'hypothèse au mythe", in La Revue du Mauss, 4 e trim. 1990, n° 10.
- . BESSET J.-P., René Dumont (Une vie saisie par l'écologie), Paris, Stock (coll. Au vif), 1992.
- . BRAVO G. M., Il Socialismo prima di Marx, Roma, Editori Riuniti, 1966; trad. fse Les Socialistes avant Marx, Paris, François Maspero (coll. PCM), 1970, 3 tomes.
- . BRODHAG C., Objectif Terre (Les Verts, de l'écologie à la politique), Paris, éditions du Félin, 1990. (Préface par WAECHTER A.)
- . CASTORIADIS C., L'Institution imaginaire de la société, Paris, Le Seuil (coll. Esprit), 1975.
- . CHATELET F., DUHAMEL O., PISIER E. (sous la dir. de), Dictionnaire des oeuvres politiques, Paris. PUF, 1986. (Voir, par ABENSOUR M. : MORE Thomas / L'Utopie.)
- . DORST J., Avant que Nature meure, Neuchâtel (Suisse), Delachaux et Niestlé, 1965; éd. abrégée composée d'extraits, La Nature dé-naturée (Pour une écologie politique), Paris, Le Seuil (coll. Points - essais), 1970.
- . DUMONT R., L'Utopie ou la mort, Paris, Le Seuil, 1973; rééd. Le Seuil (coll. Points - essais).

- . DUMONT R., et les membres de son comité de soutien, A vous de choisir - L'Écologie ou la mort - La campagne de René Dumont et ses prolongements - Objectifs de l'écologie politique, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1974.
- . DUMONT R., Seule une Écologie socialiste..., Paris, Robert Laffont, 1977.
- . DUVEAU G., Sociologie de l'utopie (et autres essais), Paris, PUF, 1961.
- . ESPRIT, "L'Utopie ou la raison dans l'imaginaire", Paris, Le Seuil, avril 1974, n° 434.
- . FAIVRET J.-P., MISSIKA J.-L., WOLTON D., L'Illusion écologique, Paris, Le Seuil, 1980.
- . FOURNIER P. (textes choisis par MILLER R. de), Y'en a plus pour longtemps, Paris, éditions du Square, 1975.
- . GORZ A. /BOSQUET M., Écologie et politique, Paris, Galilée, 1975; Écologie et liberté, Galilée, 1977; Écologie et politique, réunion des deux précédents ouvrages (éd. augmentée et remaniée), Paris, Le Seuil (coll. Points - politique), 1978.
- . GORZ A., Capitalisme, socialisme, écologie (Désorientations, orientations), Paris, Galilée (coll. Débats), 1991.
- . HARMEL C., Histoire de l'anarchie (Des origines à 1880), Paris, Le Portulan, 1949; rééd. Paris, Champ Libre, 1984.
- . LALANDE A., Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Paris, PUF, 1926, 16<sup>e</sup> éd. 1988.
- . LALONDE B. et SIMONNET D., Quand vous voudrez, Paris, Jean-Jacques Pauvert (coll. Amis de la Terre), 1978.
- . LALONDE B., Sur la Vague verte, Paris, Robert Laffont, 1981.
- . LAPOUGE G., Utopie et civilisation, Paris, Weber, 1973; rééd. Paris, Flammarion (coll. Champs).
- . LAPOUGE G., Le Singe de la montre (Utopie et histoire), Paris, Flammarion, 1982.
- . LEBRETON Ph., L'Ex-Croissance (Les chemins de l'écologisme), Paris, Denoël (coll. Coudées franches), 1978.

- . LEFEBVRE H., Critique de la vie quotidienne, Paris, Grasset (coll. Les témoins), 1947; édition augmentée et commentée, Paris, L'Arche éditeur (coll. Le sens de la marche), 1958, t. I (Introduction); 1961, t. II (Fondements d'une sociologie de la quotidienneté).
- . LEFEBVRE H., Problèmes actuels du marxisme, Paris, PUF (coll. Initiation philosophique), 1958.
- . MAITRON J., Le Mouvement anarchiste en France, Paris, François Maspero, 1975; rééd. Paris, Gallimard (coll. Tel), 1992, 2 tomes.
- . MARX K., ENGELS F. (textes choisis et commentés par DANGEVILLE R.), Utopisme & communauté de l'avenir, Paris, François Maspero (coll. PCM), 1976.
- . NOLLMAN J., Spiritual Ecology (A Guide to reconnecting with Nature), New York, Bantam Books, 1990; trad. fse Ecologie spirituelle (Pour renouer avec la nature), Onex (Suisse) / Saint-Julien-en-Genevois (France), éditions Jouvence (coll. Verseau-Terre), 1991.
- . PELT J.-M., L'Homme re-naturé (Vers la société écologique), Paris, Le Seuil, 1977.
- . PRENDIVILLE B., L'Ecologie, la politique autrement ? (Culture, sociologie et histoire des écologistes), Paris, L'Harmattan, 1993.
- . REICH W., Die Sexualität im Kulturkampf (Zur sozialistischen Umstrukturierung des Menschen), Copenhague, Sexpo Verlag, 1936; trad. angl. (édition revue et corrigée), The Sexual Revolution (Toward a self-governing Character Structure), London, Orgone Institute Press, 1945; trad. fse La Révolution sexuelle (Pour une autonomie caractérielle de l'homme), Paris, Plon, 1968; rééd. UGE (coll. 10/18), 1970.
- . RIBES J.-P., Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ? (Entretiens avec Brice Lalonde, Serge Moscovici, René Dumont), Paris, Le Seuil (coll. Combats), 1978.
- . ROCHETTE M., La Science-fiction, Paris, Larousse (coll. Idéologies et sociétés), 1975.
- . ROSNAY (J. de), Le Macroscope (Vers une vision globale), Paris, Le Seuil, 1975.
- . ROSNAY (J. de), "Pour une nouvelle culture de la complexité", in Le Monde diplomatique, "La planète mise à sac", Paris, Le Monde (coll. Manière de voir), mai 1990, n° 8.

- . SIMONNET D., L'Ecologisme, Paris, PUF (coll. Que Sais-je ?), 1979; éd. mise à jour 1982; éd. mise à jour (remaniée) 1991.
- . VADROT C.-M., L'Ecologie, histoire d'une subversion, Paris, Syros (coll. Points chauds), 1978.
- . VERTS (les), Le Livre des Verts (Dictionnaire de l'écologie politique), Paris, Les Verts /édition du Félin (sous l'égide de Kiron - Groupe Palladium), 1994. (Préface par DUMONT R.)
- . WAECHTER A., Dessine-moi une planète (L'écologie, maintenant ou jamais), Paris, Albin Michel, 1990.

## SOMMAIRE

- L'écologisme comme utopie : un socialisme utopique ?	2
- De l'utopie aux utopies : polysémie. Le cas du marxisme	6
- Marxisme et "utopies pratiquées". Ambivalence de l'utopie, ambivalence du marxisme	12
- Quelles conceptions de l'utopie dans le discours écologique ? Remettre au futur	16
- ... et revenir au passé : compléter, réformer, prolonger la pensée socialiste du XIX e siècle	23
- Les Verts, parti de la réconciliation finale de la planète avec elle-même ?	28
- Mots et idées : des slogans plutôt que des concepts	32
- L'exemple significatif de la redistribution des richesses, thème essentiel et épineux dans la pensée des écologistes	36
- Un double héritage, oublié à droite et à gauche. Comment se retrouvent aspirations et moyens de les exprimer	42
- Du refus de la société idéale à la succession de deux logiques (macro contre micro) ... et à l'acceptation du capitalisme	46
- Non-théorisation et refus de la technocratie verte	51
- L'exaltation de la démocratie idéale. Peur et espoir	57
- Bibliographie	62
- Sommaire	66

L'écologisme entend-il prolonger la pensée socialiste qui agita le XIX<sup>e</sup> siècle ? Ce courant d'idées a retrouvé une voie syndicale avec la mobilisation associative de terrain. Sa voie politique a réitéré une hésitation entre refus et vouloir du parti politique et de l'élection, du pouvoir, entre refus et vouloir de l'Etat, entre utopie et projet politique, laquelle marqua la pensée socialiste. Un mélange d'intérêt et de réserve a accompagné les expériences socio-économiques pratiquées par des militants au XX<sup>e</sup> siècle comme au XIX<sup>e</sup>. Il retrouve aussi... la différence entre l'hyperbole révolutionnaire du discours et le réformisme pragmatique de la gestion dans l'acceptation du capitalisme.

Le véritable mot d'ordre de ce courant politique représentatif des classes moyennes qui n'entraîne pas un mouvement de masse est : changer la société plutôt que changer de société (D.A.M., 1989). Ce n'est pas seulement qu'il a reproduit l'évolution du socialisme. C'est aussi et surtout que le considérer comme un "mouvement social" susceptible de succéder au mouvement ouvrier s'est vite révélé chimérique plutôt que théorique : se référant à des valeurs progressistes et conservatrices, oubliées par leurs légitimes héritiers de gauche et de droite, le mouvement écologique est demeuré dans un brouillement idéologique qui correspond à un syncrétisme inabouti, au discours fonctionnant comme une dialectique inachevée - par juxtaposition sans synthèse - (D.A.M., 1979).

Reprenant le vieux combat contre l'aliénation de l'homme, les écologistes ne proposent ni utopie globale ni "utopies pratiquées" suffisantes, ni projet nouveau ni véritable transition : ils ne proposent ni modélisation à petite ou à grande échelle, ni voie d'accès socio-politique. Ils restent loin d'une vision aussi forte que celle de la société communiste au XIX<sup>e</sup> siècle (et encore plus loin d'un communisme élargi à l'ensemble des espèces). Se contentent-ils de faire comme si de vieilles questions toujours non résolues (libération du travail, redistribution des richesses, démocratie parfaite, maîtrise du développement technico-économique), énoncées avec assurance dans un discours plus ou moins réformiste (et non sans ambiguïtés quand il s'agit de désigner les favorisés), étaient des réponses neuves ? Non. Tout en rappelant ces questions, les écologistes ont pris parti - notamment au Parlement européen - pour un cadre politico-juridique connu à compléter : celui d'une social-démocratie ayant le souci de l'environnement autant que celui du social.

Ministère de l'Environnement, France. Mai 1996 - 66 p. (Réf. DGAD / SRAE / 94113)